COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

CPS N° 65 (10 FRS) 30 NOVEMBRE 1996

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

L'ENNEMI À COMBATTRE : VAINCRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

En mai dernier, L'Expansion annonçait : *"Le budget 1997 est central, c'est l'acte de politique économique le plus important de la législature"*. Ce budget est un budget de guerre contre les masses laborieuses et la jeunesse. Il concentre et ordonne toute la politique anti-ouvrière du gouvernement Chirac-Juppé, comme en témoigne en particulier la fiscalisation de la Sécurité sociale liée à la réforme de l'impôt, la suppression de nombre de postes de fonctionnaires. Il met en cause les fondements mêmes des acquis ouvriers arrachés par la vague révolutionnaire de l'après-guerre.

Pendant la fin de l'été 1996, neuf mois après le puissant mouvement de novembre-décembre 1995, une nouvelle vague était à l'ordre du jour. L'annonce d'une diminution de postes dans la Fonction publique, la déclaration de Juppé sur "la mauvaise graisse" pouvait cristalliser dès le mois de juin la volonté des fonctionnaires, de la classe ouvrière d'engager le combat contre le gouvernement Chirac-Juppé pour le vaincre et le chasser. Le combat contre le projet de budget présenté début octobre (projet concentrant les attaques anti-ouvrières) pouvait également centraliser l'action des masses laborieuses et de la jeunesse.

Force est de constater que cette deuxième vague attendue et redoutée par la bourgeoisie n'a pas eu lieu. Le gouvernement Chirac-Juppé est toujours en place ; il applique sa politique et continue à frapper. Comment en est-on arrivé là ?

LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ APPLIQUE SA POLITIQUE

LES ENJEUX DU BUDGET 1997

Le budget 1997 devrait respecter les critères de convergence de Maastricht : le déficit serait inférieur à 3% du PIB. En francs courants le montant des dépenses serait quasiment identique à celui de 1996 (il augmentait de l'ordre de 4% dans les budgets précédents). L'Expansion en relève néanmoins les astuces :

> *le respect des critères de 3% "tient en grande partie à un versement exceptionnel de France-Télécom de 37 milliards de francs dans les caisses de l'État (...), ce versement ressemble à une "fuite en avant comptable". Car si l'État encaisse effectivement la soulte correspondant à la prise en charge des retraites futures des agents de la compagnie téléphonique nationale, il ne dit rien sur le provisionnement de ces dépenses".*

Au delà de l'escroquerie comptable, ce fait s'inscrit dans le cadre de l'attaque globale contre la classe ouvrière que constituent l'ensemble des mesures du budget. L'utilisation de l'argent versé pour les retraites des agents de France Télécom pour combler le déficit budgétaire en dit long sur le contenu des pseudo-engagements du gouvernement à maintenir les garanties statutaires des agents de l'entreprise privatisée.

La réforme de l'impôt sur le revenu se combine à la fiscalisation de la Sécurité sociale. La diminution des impôts sur le revenu des personnes (RPP) annoncée avec grand fracas (allégement net de 25 milliards de francs) touche essentiellement les hauts revenus et met en cause de nombreuses réductions d'impôts. En fait la progressivité de l'impôt sur le revenu sera réduite. Par contre le taux de l'impôt sur les entreprises diminuera : réduction de 3.3 à 19% de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices incorporés au capital des P.M.E. ; diminution de la taxe professionnelle.

Une série de lois et ordonnances mettent en oeuvre la destruction de la Sécurité sociale, la soumettent au Parlement La loi de financement de la Sécurité sociale votée au même moment que le budget élargit de 1 point la CSG et engage la fiscalisation totale de la Sécurité sociale. À cela s'ajoutent les exonérations massives de cotisations sociales accordées au patronat. Une masse de plus de 40 milliards de francs de salaire différé sera transformée en plus-value au bénéfice du patronat. Par ailleurs une nouvelle augmentation des impôts indirects est déjà programmée. G.Robien a annoncé que pour faire face au déficit de la Sécurité sociale, il ne pouvait pas assurer qu'on éviterait de nouvelles taxes dans l'avenir.

Le budget 97 finance par ailleurs l'extension du travail précaire : contrats initiative emploi, contrats emplois solidarité, emplois de ville, nouveaux contrats dans le cadre de la pro-

chaine "loi de la cohésion sociale", dispositif de retraits d'activité, soutien à la formation en alternance... Au total, ce sont 42.8 milliards de francs qui sont consacrés à "l'allégement du travail". Mais le financement par l'État des charges patronales est d'ores et déjà insupportable. C'est la raison pour laquelle, en s'appuyant sur ce premier acquis, le patronat et le gouvernement annoncent qu'il faut aller vers la destruction totale de la Sécurité sociale. Philippe Manière explique dans Le Point *"qu'il faut dès maintenant réfléchir à l'étape suivante"*. Dans Le Quotidien de Paris (24/09/96) B.C.Savy ancien député RPR indique cyniquement l'objectif :

> *"Par l'État Providence, on a déresponsabilisé le citoyen. D'une aide on a fait un droit : "le droit à la santé" qui est tout autant une fiction que le "droit à la beauté". Dans tous les pays, il y a un devoir de solidarité envers la part défavorisée de la population. (...) Mais que les autres s'assurent ! Qu'ils se prennent en charge comme ils le font face à leur budget automobile ou de vacances." !*

Le vote par le Parlement d'une loi créant les fonds de pension ouvre la voie à la liquidation des retraites par répartition. La suppression de 6000 postes de fonctionnaires au budget 97 est la première étape d'un plan de réduction drastique dans toutes les administrations. Ces suppressions s'articulent avec la réforme de l'État. Le 16 septembre, à Poitiers, devant le CNPF, J.Chirac exprimait ainsi le sens de cette "réforme" : *"le meilleur service que l'État puisse rendre aux entreprises est de se réformer lui-même"*. Cette réforme est en effet le cadre et le moyen d'une offensive sans précédent contre les règles statutaires en matière de garantie d'emploi, de traitement, de qualification, de déroulement de carrière, de mutation. Des administrations seraient "refondues", "regroupées", transformées en EPIC, voire supprimées. Pour les agents, c'est la mise en place de la polyvalence, de la mobilité géographique et professionnelle, l'annualisation du temps de travail et un accroissement des charges de travail. Il faut ajouter à cela la poursuite du blocage des salaires.

LA LOI ROBIEN : NOUVELLE AVANCÉE DANS LA DIMINUTION DE LA VALEUR DE LA FORCE DU TRAVAIL

Cette loi met en oeuvre la destruction de la Sécurité sociale : une entreprise qui réduit de 10% le temps de travail bénéficie d'un allégement de 30 à 50% des cotisations sociales ; elle transforme les emplois qualifiés garantis par des conventions collectives en emplois précaires ; elle accroît la flexibilité du temps de travail ; elle développe le dialogue social c'est à dire l'association des organisations syndicales à la politique anti-ouvrière du gouvernement du capital. Pour la financer, le projet de budget 1997 a prévu une enveloppe de 800 millions de francs ; un peu plus de 500 000 salariés pourraient être concernés en 1997. Selon un sondage Américan-Express-La Tribune, près d'un patron de P.M.E. sur cinq se dit prêt à utiliser la loi Robien afin d'accroître les effectifs de son entreprise, Le Nouvel Économiste (31/10/96) commente :

> *"Côté syndical, la CFDT et la CFTC sont de fervents partisans, la C.G.T. et FO ne ruent pas pour autant dans les brancards. Résultat : pas moins de quarante accords Robien (6500 salariés concernés) ont été signés à ce jour et une centaine d'autres (13 000 salariés) sont sur le point de l'être."*

Différents experts se sont livrés à de savants calculs. Le coût moyen de la mesure serait inférieur au coût d'un chômeur. Cette loi qui élargit et pérennise le dispositif introduit par la loi dite quinquennale de 1993 n'est pas une fin en soi. Elle est conçue comme un nouveau dispositif offensif oeuvrant à la destruction du Code du travail. Nicole Notat aurait selon Le Nouvel Observateur (31/10/96) expliqué à Lionel Jospin qu'il s'agit d'une nouvelle étape pour avancer vers la flexibilité totale :

> *"En réclamant la signature rapide de mille accords dans le cadre de la loi Robien, elle espère ainsi "faire péter la cagnotte". Selon elle, la preuve sera faite que ce dispositif coûte trop cher, et on sera obligé de s'engager dans une réelle réduction du temps de travail avec une loi plus complète et plus sérieuse".*

Ce que La Croix ne démentira pas : *"la loi Robien a été conçue comme une aide à la négociation sur le temps de travail»*

RENFORCEMENT DE L'ÉTAT POLICIER

Le gouvernement Chirac-Juppé poursuit le renforcement du dispositif policier contre les travailleurs immigrés, contre l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse : loi Pasqua (janvier 95) ; projet de loi anti-terroriste (adoptée par le conseil des ministres en juin 96) ; renforcement des pouvoirs des préfets (réquisition des blindés pour disperser des attroupements) ; nouveaux équipement attribués à la police des quartiers "sensibles" ; équipement de l'armée française pour les combats de rue ; main mise du RPR sur l'appareil judiciaire dans le cadre d'un vaste mouvement de nominations renouvelant tous les postes clés (été 96) ; projet de loi Debré renforçant le dispositif des lois Pasqua contre les travailleurs immigrés...Il multiplie les interpellations de personnes (plusieurs centaines) pour "association de malfaiteurs" pour avoir hébergé des basques ou des travailleurs sans papiers. Il multiplie les procédures visant à limiter le droit d'expression et à museler la presse (poursuite du Monde pour "offense à Hassan II" ; perquisition des locaux du Canard enchaîné ; condamnation de deux chanteurs de NTM à trois mois de prison ferme pour outrage à la police...)

La loi Toubon adoptée en conseil des ministres le 16 octobre vise à créer un véritable délit d'opinion. Bien que son examen par l'Assemblée Nationale ait été reporté au printemps, on ne peut pour autant considérer qu'elle soit totalement enterrée. Par ailleurs, pour limiter la multiplication des "affaires" le gouvernement élabore une modification du code de procédure pénale interdisant à la presse la publication de toute pièce appartenant à un dossier en cours d'instruction .Enfin, dans le cadre du renforcement des lois Pasqua, le projet de loi sur le travail clandestin vise à renforcer la traque des travailleurs immigrés par la police alors que l'action des inspecteurs du travail (constat des délits commis par les employeurs) est de plus en plus entravée. Contre la classe ouvrière et la jeunesse, le gouvernement Chirac-Juppé combat pour imposer l'ordre moral et l'ordre policier, de même qu'il mène la guerre contre tous les acquis ouvriers.

Alors qu'à la fin de l'été une nouvelle vague était à l'ordre du jour, c'est le projet de budget du gouvernement Chirac-Juppé qui va être voté au Parlement d'ici le 20 décembre. *"Septembre rouge "* titrait Ignacio Ramonet dans le Monde diplomatique d'août *"il flotte dans l'air en France, comme un parfum de révolte. Dans les villes les banlieues et les campagnes, les population grondent. Le feu couve. L'explosion menace".* Aujourd'hui, le gouvernement Chirac-Juppé applique sa politique. De quels soutiens dispose-t-il ?

IL ÉTAIT POSSIBLE DE CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 95 À JUIN 96

En novembre et décembre 1995, un puissant mouvement des travailleurs et de la jeunesse s'est dressé contre le gouvernement Chirac-Juppé en défense des acquis ouvriers, de la Sécurité sociale, de la valeur de la force de travail. Les appareils syndicaux de la C.G.T., de FO, de la FSU, de l'ex-FEN, le P.S., le P.C.F. et leurs flancs-gardes (Lutte Ouvrière, LCR, Parti des Travailleurs, CNT...) on fait tout leur possible pour protéger le gouvernement Chirac-Juppé. Ils ont combattu contre l'appel à la grève générale au nom de la *"généralisation de la grève"* ; à la démocratie ouvrière (Comités de grève élus en Assemblées générales se centralisant jusqu'au Comité central national de grève) ils ont substitué la démocratie "en miettes" (Assemblées générales décidant chacunes dans leur coin) ; ils se sont opposés à la réalisation de la manifestation centrale à Paris, contre le plan Juppé, contre le gouvernement Chirac-Juppé. Le P.C.F. a conseillé Juppé en prônant la concertation, le P.S. s'est aussi comporté en opposition responsable. Tous ont refusé de dire que pour imposer le retrait du plan Juppé, il fallait combattre contre le gouvernement Chirac-Juppé pour le vaincre et le chasser. Ce faisant, ils l'ont protégé. Alors qu'il pouvait être balayé, le gouvernement a pu manoeuvrer et il a tenu. Appuyé sur la concertation, le gouvernement s'est ensuite engagé dans la mise en oeuvre de son programme : destruction de la Sécurité sociale, réforme de l'État, des services publics, de l'enseignement, flexibilité du temps de travail, renforcement de l'appareil policier...

Dès le printemps dans le cadre de la préparation du budget 97, l'offensive du gouvernement Chirac-Juppé pouvait cristalliser la volonté de combat de l'ensemble des fonctionnaires. Aux côtés de J.C. Trichet qui, en avril, propose de *"réduire les dépenses improductives de l'ensemble du secteur public"*, J.Chirac annonce à Amiens *"Nous devons être draconiens dans la diminution des dépenses publiques. Il va falloir de gré ou de force avoir un changement de mentalité (je dirai presque une révolution culturelle)"*. À son tour A.Juppé annonçait : *"Je préfère une Fonction publique moins nombreuse, mais plus efficace à une Fonction publique qui fait de la mauvaise graisse"*. L'inquiétude de la bourgeoisie se manifeste devant la volonté des fonctionnaires d'engager immédiatement le combat contre les suppression de postes. Elle s'exprime ouvertement dans les colonnes de la presse telles celles du Figaro (17/5/96) :

> *"Le spectre des événements de novembre-décembre hante à nouveau les allées du pouvoir et le ministre de la Fonction publique a dû jouer mercredi les pompiers pour éteindre le début d'incendie. Devant l'Assemblée Nationale Dominique Perben a voulu rassurer moralement (...) En effet, le gouvernement aborde un virage dangereux dans un secteur où le poids des syndicats, ils l'ont montré à la fin de l'année dernière, reste fort (...)les ingrédients d'un cocktail explosif sont à nouveau réunis, sans que l'on puisse savoir si une fois la mèche allumée, la poudre prendra feu"*

COMBATTRE CONTRE LE GOUVERNEMENT OU L'AIDER À ÉTEINDRE "LE DÉBUT D'INCENDIE" ?

Cette volonté de combat s'est exprimée à plusieurs reprises dans la Fonction publique. C'est ce qu'atteste entre autre la signature de l'adresse initiée par les militants du Comité pour la Construction du Parti ouvrier révolutionnaire et reprise à leur compte par des enseignants et des agents des impôts qui se concluait ainsi :

> *"Il appartient aux dirigeants des organisations syndicales de déclarer dès à présent : "si le gouvernement tente de mettre en application ses projets de diminution de postes dans la Fonction publique nous appellerons dans l'unité à la Grève générale de tous les personnels". Si le gouvernement tentait de mettre en oeuvre ses projets, alors les enseignants, les personnels seraient prêts à engager le combat efficace."*

Mais se portant immédiatement au secours du gouvernement Chirac-Juppé, les appareils syndicaux déployaient leur dispositif de "pompier" pour interdire que s'engage un combat d'ensemble contre le gouvernement Chirac-Juppé ; ils élaboraient un dispositif politique pour disloquer les capacités de combat des fonctionnaires et de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est ainsi que Louis Viannet rencontrait J.Chirac le 2 mai : *"sur toutes ces questions (réduction des dépenses publiques utiles ; mesures décidées pour la réforme de l'État et des services publics...) le désaccord porte moins sur le constat de la situation que sur les réponses à construire"*. Acceptant la nécessité des réformes ("le constat") la direction de la C.G.T. regrettait que l'orientation du gouvernement réduise *"la marge de manoeuvre nécessaire à toute réelle négociation"*.

Il n'est donc pas question de combattre pour aucune suppression de poste, aucun licenciement, aucun redéploiement, aucun départ à la retraite qui ne soit compensé par au moins une embauche équivalente. Se situant dans le cadre de la "réforme nécessaire" de l'État, les Fédérations de fonctionnaires discutent avec Perben d'un protocole d'accord en vue de la résorption de l'emploi précaire dans les trois Fonctions publiques qui se traduira par le licenciement de milliers d'auxiliaires et une nouvelle mise en cause des garanties statutaires des fonc-

tionnaires. Parallèlement les syndicats s'engagent dans de multiples actions disloquées dans la Fonction publique, à France-Télécom, à la SNCF, à l'EDF-GDF... pour "la défense des services publics".
À la fin de l'été, la C.G.T. publie la "carte des luttes" des mois précédents, des entreprises, des "coins de France" et pose la question : *"Cette combativité aurait-elle des raisons de faiblir ?"*. Dès la rentrée, l'orientation donnée à ces luttes multiples, à la multitude des actions de concassage est clairement réaffirméepar Viannet lors de sa conférence de presse du 5 septembre :

> *"peser sur les orientations du pouvoir et modifier le comportement du patronat"*. Et d'évoquer *"certaines revendications et propositions de Nicole Notat qui témoigneraient des possibilités réelles de développement de l'action unie."*

"Peser sur le pouvoir": c'est là l'orientation de la CFDT qui aujourd'hui à la tête de la CNAM met en oeuvre avec zèle la destruction de la Sécurité sociale contre laquelle la classe ouvrière s'est mobilisée en novembre-décembre 1995. Durant tout le mois de septembre l'ensemble des appareils ont multiplié les actions disloquées : dans l'enseignement, le secteur bancaire, à la SNCF, dans le textile, à la défense... FO appelait à manifester "pour l'emploi" le 21 septembre. La journée du 17 octobre dans la Fonction publique s'inscrivait dans ce dispositif. Ainsi, contre l'aspiration à engager le combat contre les suppressions de postes dans la Fonction publique et le licenciement des auxiliaires, contre l'aspiration à réaliser la grève générale des fonctionnaires à l'appel des Fédérations de fonctionnaires, les appareils syndicaux ont réalisé le concassage des potentialités de combat des agents tout en poursuivant le "dialogue social".

DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

Au mois d'août les appareils syndicaux, le P.S., le P.C.F. (flanqué de la LCR et de LO) se portaient au secours du gouvernement Chirac-Juppé mis en difficulté dans la mise en oeuvre de sa politique de traque des travailleurs immigrés. À la suite de la lettre des médiateurs envoyée à Chirac le 16 août, les dirigeants des organisations ouvrières s'adressaient à Chirac, sur proposition de Robert Hue, *"Au delà de toute considération politique (...) nous nous adressons solennellement à vous pour vous demander d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations"*. *"Au delà de toute considération politique"* ne peut que signifier : le gouvernement Chirac-Juppé doit rester en place, gouverner et diriger. Et négocier dans ces conditions, ne peut se faire que dans le cadre de l'application des lois Pasqua. Le gouvernement a ainsi pu appliquer sa politique : il a procédé à l'expulsion de nombreux "sans-papiers".

À l'occasion d'élections partielles à Toulon, au nom de la lutte anti-Le Pen, le P.S. (et le P.C.F.) s'engageaient dans la mise en place d'un Front républicain. Le Pen est l'aiguillon du gouvernement Chirac-Juppé. C'est ce gouvernement qui mène aujourd'hui la guerre contre les travailleurs immigrés, l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse (utilisation de l'armée pour expulser les sans-papiers par charters). À Toulon le 15 septembre, le candidat P.S. appelait à voter au 2ème tour pour le RPR Ph.Vitel. La direction du P.S., par la bouche de F.Hollande en faisait une orientation politique générale : appel à voter à droite (c'est à dire RPR ou UDF) *"chaque fois qu'il y a une opposition entre droite et extrême droite au 2ème tour, pour faire barrage à l'extrême droite"*.

Alors que le Conseil des ministres adoptait le projet de budget le 18 septembre et s'apprêtait à le présenter au Parlement début octobre, des appels étaient adressés aux dirigeants du P.S., du P.C.F., des centrales syndicales par des Assemblées générales de travailleurs sur l'orientation suivante :

> *"Votre responsabilité est de réaliser le Front Unique contre le budget du gouvernement Chirac-Juppé.*
> *Appelez ensemble à une manifestation nationale à Paris, à l'Assemblée nationale le jour de la présentation du budget sous le mot d'ordre :*
> *À bas le gouvernement Chirac-Juppé !"*

En septembre, la classe ouvrière et la jeunesse manifestaient leur volonté d'engager un combat d'ensemble contre le budget 97 contre le gouvernement Chirac-Juppé, pour le chasser, une nouvelle vague était à l'ordre du jour. Parce qu'ils défendent le système capitaliste, les appareils syndicaux aux côtés du P.S. et du P.C.F. ont développé tout un dispositif politique combinant les actions de bouzille et le soutien ouvert au RPR, à l'UDF (au nom d'un Front républicain anti Le Pen) pour interdire tout surgissement d'un nouveau mouvement spontané.

Au lendemain de la grève du 17 octobre, parce qu'en dépit du calendrier des actions disloquées de septembre-octobre, la classe ouvrière aux côtés des fonctionnaires manifestait encore sa volonté de combat, le Comité Confédéral de la C.G.T. décidait de poursuivre par *"une semaine de mobilisation intense du 12 au 16 novembre"*. La Commission Exécutive de FO appelait ses syndicats à "réunir les salariés sur leur lieu de travail" le 15 novembre (un an après l'annonce du plan Juppé). Pour boucher toute issue politique, interdire tout combat contre le gouvernement Chirac-Juppé, contre la majorité RPR-UDF à l'Assemblée, les directions de la C.G.T., de FO, de la FSU... ont encore perfectionné l'art de la division et du découragement. Le 16 novembre, Louis Viannet et la C.G.T. appelaient à manifester à Aurillac sous le mot d'ordre : *"Restons Auvergnat, à Paris on n'ira pas"* ! De même que le parcours de la manifestation parisienne (place Clichy - quartier de l'Opéra) à l'appel de la C.G.T., FO, FSU, CNT, ces initiatives ont une claire signification politique : le gouvernement RPR-UDF Chirac-Juppé doit rester en place jusqu'en 1998 !

Cynique, J.C. Cambadélis, organisateur du forum social du P.S. à la bourse du Travail de Saint-Denis commente devant les syndicats réunis : *"Il y a un phénomène de volcan, la colère gronde mais n'a pas trouvé les moyens de s'exprimer"*. L'expérience de novembre-décembre 1995 a montré qu'aucun combat en défense des acquis ne peut être mené sans qu'il s'oriente contre le gouvernement Chirac-Juppé, pour le vaincre et le chasser. Comment submerger le barrage des appareils syndicaux et des partis ouvriers bourgeois ? Telles sont les questions auxquelles la classe ouvrière et la jeunesse sont aujourd'hui confrontées. Si le gouvernement se sent "un brin rassuré" (J.Barrot dénote *"plus de découragement que de colère"*), les difficultés auxquelles il se heurte ne sont pas pour autant résolues.

L'IMPÉRIALISME FRANCAIS AUX ABOIS

L'éditorial du dernier n° de CPS évoquait les craquements économiques qui se font entendre dans *"l'immense pyramide du capital argent"* et plus précisément du capital fictif. Il présentait la nouvelle crise monétaire et la crise boursière de New-York de cet été comme un signal d'alarme. Si l'ouverture de la crise a été reportée, les records historiques du Dow Jones inquiètent ceux qui redoutent l'imminence d'un krach boursier. A tel point que Le Nouvel Économiste du 18 octobre publie un scénario catastrophe titré *"Si la bourse de New-York tombe, l'Europe s'effondre"*. L'indice Dow Jones de la bourse de New-York a franchi le jeudi 14 novembre la barre des 6300 points pour la première fois de son histoire. Si certains spécialistes mettent en avant des indicateurs montrant des perspectives économiques rassurantes d'autres craignent l'éclatement de la bulle spéculative qui se manifeste par l'envolée du Dow Jones. Selon Le Monde le président du fonds Advance Investment Management aurait expliqué :

> *"il faudrait désormais d'excellentes surprises pour que le marché puisse aller beaucoup plus haut. Mais en cas de mauvaises nouvelles, il ne faudra compter que sur l'aide de Dieu".*

Dans une telle situation, les positions de l'impérialisme français sont d'autant plus menacées. C'est par ailleurs, sur une hypothèse de croissance de 2.3% que le budget 1997 a été établi. Les résultats actuels ont pourtant tendance à infirmer ces prévisions ; à peine formulées les prévisions elles mêmes sont mises en doute. Ainsi la rubrique Conjoncture du même numéro du Nouvel Économiste explique :

> *"La croissance européenne pourrait réserver une bonne surprise l'an prochain. Elle pourrait atteindre 2.5% contre 1.3% en 1996. Selon nos dernières prévisions, la croissance du PIB serait de 2.9% en Allemagne, de 2.7% eu Royaume-Uni et en Espagne, de 2.2% en France et de 2% en Italie. Ces chiffres peuvent paraître optimistes au regard des programmes de rigueur budgétaire qui ont été annoncés partout et dont l'ampleur équivaut en moyenne à plus de 1% du PIB. Mais nous pensons que les économies réelles atteindront au mieux la moitié des chiffres prévus."*

En ce qui concerne la France, l'activité des 6 premiers mois de l'année porte à seulement 0.6% l'acquis de croissance pour 1996. Le Monde du 11 octobre annonce un recul du pouvoir d'achat des ménages sous le coup de l'augmentation des impôts. Libération du 5 septembre annonce que :

> *"l'investissement des entreprises est en chute libre avec un recul de 1.5% pour la période avril-juin et de 0.4% pour l'ensemble du premier semestre (...) un incident de parcours que n'avait pas vu l'INSEE".*

Si L'Expansion du 7 novembre annonce qu'un redressement de l'économie française s'est déclenché à l'automne, c'est pour aussitôt ajouter que cela n'est vrai qu'en moyenne (la détérioration persiste pour les P.M.E. qui exportent peu). Et de conclure : *"Mais jusqu'où ira le redressement ?"*

LES FAIBLESSES DU CAPITALISME FRANCAIS

Cette faiblesse des entreprises françaises préoccupe le patronat français. Un article du Monde du 15 octobre la présente ainsi :

> *"Les entreprises françaises sont un tiers plus petites que les groupes allemands" souligne Didier Pineau Valentienne, P.D.G. de Schneider. Comparés à leurs concurrents, les groupes français font figure de nains dans tous les secteurs. Considéré comme la réussite française dans l'agro-alimentaire, Danone affiche une capitalisation boursière de 54 milliards de francs quand celle de Coca-Cola atteint 123 milliards de dollars (633 milliards de francs), P.S.A- Peugeot-Citroën et Renault sont tous les deux évalués par le marché financier à 29 milliards de francs, face au constructeur américain General Motors pesant 38 milliards de dollars. Le groupe d'assurance UAP est estimé à 33 milliards de francs face à l'Allemand Alianz, fort de ses 61 milliards de deutschemark (200 milliards de francs).*
>
> *Les sociétés françaises ont le sentiment d'être des proies potentielles. (...) Les banques comme les assurances soucieuses de retrouver une rentabilité financière ne peuvent plus voler au secours des groupes. Les industriels engagés dans une concurrence féroce, se refusent à distraire des capitaux de leur activité principale. Les fonds de pension qui seraient susceptibles de reprendre le flambeau n'ont toujours pas été autorisés. Le renforcement de la réglementation apparaît dès lors comme un palliatif pour faire face aux manques cruels du capitalisme français".*

C'est pourquoi, deux grands chefs patronaux (Afep et Entreprise et Cité) ont demandé une révision de la législation sur les OPA pour tenter de limiter les achats de groupes français par le capital étranger . Au delà des combinaisons politico-commerciales du gouvernement Chirac-Juppé, cette faiblesse s'exprime encore dans l'achat de l'entreprise Thomson-Multimédias par le groupe Sud-coréen Daewoo.

DE PROFONDES DIVERGENCES POLITIQUES

Les critiques féroces de Léotard ou de Pasqua sur le gouvernement Juppé témoignent des difficultés de la bourgeoisie française, de son gouvernement à l'heure où les sondages révèlent l'extraordinaire discrédit de ce gouvernement y compris dans sa propre clientèle électorale. Mais ce ne sont pas les sondages qui provoquent les tensions, ce sont les difficulté de la bourgeoisie française à maintenir sa politique qui s'expriment à travers les critiques de Léotard, Pasqua....

De quoi s'agit-il ? Afin de maintenir sa place en Europe, face à l'impérialisme allemand (en particulier depuis la réunification

de l'Allemagne) la bourgeoisie française se bat. Elle a besoin d'un franc fort pour obtenir les crédits qui lui sont nécessaires à la couverture d'immenses déficits et pour faciliter les exportations de capitaux. Mais une telle politique se heurte sur de nombreux marchés au dumping pratiqué par d'autres puissances impérialistes dont les exportations ont profité de la chute des monnaies : Royaume-Uni, Espagne... On se souvient des sanglots de Chirac angoissé parce que les producteurs de veaux de Lozère ne pouvaient plus exporter leurs ruminants en Italie du fait de la baisse de la Lire. Il est connu qu'en Italie, Peugeot et Renault sont obligés de vendre à perte. En réalité, l'impérialisme français au sein de l'Europe est pris en étau entre la puissance de l'Allemagne et les autres impérialismes.

À l'échelle internationale, le franc fort est soumis aux errements relatifs du dollar, du yen et du deutschemark (errements qui témoignent du combat que se livrent les impérialismes principaux à travers leurs monnaies). Dans cette situation, la politique du franc fort devient de plus en plus difficile à tenir et pourrait s'effondrer à tout moment. C'est pourquoi, certains dirigeants de la bourgeoisie réaffirment leur souhait de lâcher la bride, c'est à dire d'accepter une dévalorisation du franc et une relance de l'inflation (soit une mise en cause de tout l'édifice de Maastricht). Valéry Giscard d'Estaing en réclamant ouvertement le décrochage du franc par rapport au deutschemark et, de facto, sa dévaluation de 8% vient de mettre les points sur les i. Ces hésitations sont d'autant plus accentuées que les élections législatives de 1998 qui se préparent s'annoncent comme une future débâcle électorale pour le RPR et l'UDF. Ces hésitations, ces désaccords qui s'expriment dans les rangs de la bourgeoisie se réfractent au sein du P.S. Le programme économique qui va être adopté en décembre est entièrement conçu pour assurer la défense du capitalisme français : réaffirmation de l'attachement à l'Europe... Mais au sein du P.S., d'autres éléments se disposent sur une orientation alternative : on peut considérer qu'Emmanuelli, dans le P.S., fait écho à Séguin.

RIVALITÉS FRANCO-AMÉRICAINES

Par ailleurs, Chirac s'accroche pour défendre pied à pied les positions de l'impérialisme français dans le monde, en particulier face à l'impérialisme américain. Le voyage qu'il a effectué au Proche-Orient avait pour but de tenter de reprendre pied dans la région. Ce ne sont bien entendu pas les droits du peuple palestinien que Chirac est allé défendre mais les intérêts économiques et financiers de la bourgeoisie française mis à mal par la mainmise de l'impérialisme américain. De même en Afrique, la lutte se poursuit entre l'impérialisme américain et l'impérialisme français pour le contrôle de l'"Afrique utile".

L'impérialisme américain par F.M.I. et Banque Mondiale interposés ont eu raison du franc-CFA et le rôle de la France est devenu secondaire dans les orientations économiques africaines. L'impérialisme français avait au Rwanda soutenu le gouvernement en place Hutu qui massacra les Tutsis. Avec l'aide des États-Unis, les Tutsis ont pris le pouvoir et nombre de Hutus se sont réfugiés au Zaïre. Cet État en pleine décomposition recèle ainsi que la région des Grands lacs d'importantes richesses minières. Une fois encore sous couvert "d'opérations humanitaires" l'impérialisme français s'affronte à l'impérialisme américain. Selon Le Figaro du 7/11/96 :

> *"Au ministère de la Défense comme au quai d'Orsay on est persuadé qu'il y a un plan rwando-ougandais de déstabilisation au Zaïre qui a l'aval de Washington (...). À défaut de pouvoir trouver un successeur pro-américain au président Mobutu, les Américains et leurs alliés africains parieraient sur une implosion du Zaïre. Le Kiwu et ses richesses minérales serait alors rattachés à l'ensemble Tutsi."*

C'est pour tenter de résister aux empiétements de l'impérialisme américain que Chirac a combattu pour que la France s'engage dans une opération "à but exclusivement humanitaire".

Cependant, à propos de ces initiatives (au Moyen-Orient comme en Afrique) des voix s'élèvent : certaines fractions de la bourgeoisie considèrent que cette stratégie d'affrontement à l'impérialisme américain est vouée à l'échec et redoutent les retours de bâton ("l'expérience" de l'intervention en Yougoslavie, la débâcle dans laquelle s'est terminée, en 1993, l'opération Turquoise au Rwanda sont en effet lourdes d'enseignements !). C'est ainsi que Léotard n'a pas caché ses critiques à propos du voyage de Chirac au Moyen-Orient ; selon Libération, au RPR même, certains seraient catastrophés de la brutalité du ton utilisé vis à vis d'Israël.

Ces divergences à l'intérieur de la bourgeoisie française sont réelles. Reléguée à une place de troisième ordre, l'impérialisme français subit durement la crise économique du système capitaliste. La fin de l'Union européenne serait une catastrophe pour les bourgeoisies européennes (y compris pour la bourgeoisie française) et en même temps les contradictions et les antagonismes entre les membres de l'Union se tendent d'autant plus que la conjoncture est menaçante. Comment faire face ? Les réponses à cette question lancinante divisent la bourgeoisie française. La nécessité de poursuivre et d'accentuer les attaques contre le pouvoir d'achat et l'ensemble des acquis sociaux des masses laborieuses prend d'autant plus d'importance. Sur cet objectif tous ceux qui sont attachés à la défense du capitalisme se retrouvent.

DÉFENDRE LE CAPITALISME EN CRISE OU LE COMBATTRE ?

En France comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les gouvernements et le capital ont programmé des plans d'austérité frappant le prolétariat et la jeunesse. Faire baisser la valeur de la force de travail tel est l'axe central des gouvernements Kohl, Chirac-Juppé, Prodi, Asnar, Dehaene... Selon certains experts l'ensemble des acquis du prolétariat qu'ils qualifient de "mesures sociales" (protection sociale, indemnités de chômage, retraites, assurances maladies notamment) reviendrait à 41% du PIB européen (contre 30% aux États-Unis et au Japon).

En Espagne des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté le 15 octobre à l'appel de l'UGT et des Commissions ouvrières ; en Belgique, la FGTB a appelé à une journée de grève contre le budget le 28 octobre ; le 15 juin, c'est contre le gouvernement CDU-CSU de Kohl que la classe ouvrière et la jeunesse se sont rassemblées à Bonn. Partout, la mobilisation des masses pose le problème du combat contre les gouvernements bourgeois, pour les chasser : c'est ce qu'exprimait le

mot d'ordre "Kohl dehors" qui a surgi lors de la manifestation du 15 juin en Allemagne.
De l'ensemble, se dégage la volonté et les capacités de combat de ces prolétariats .Mais pour gouverner, ces bourgeoisies ont besoin de la coopération politique (à la direction des gouvernements, dans les gouvernements ou hors des gouvernements) des Partis socialistes et des P.C. (ou ex-P.C.). Elles ont aussi besoin de la "participation" des appareils syndicaux à la "bonne marche" et à la "défense des entreprises" comme à l'application des plans d'austérité. Ainsi, en Allemagne, le SPD conforte le gouvernement Kohl en dialoguant avec la coalition CDU-CSU-FDP sur une "répartition différente" des sacrifices. En juin, le DGB, l'ÖVT ont refusé d'appeler à la grève générale contre le plan et le gouvernement de Kohl ; à la rentrée, ils se sont engagés dans une multitude d'actions disloquées. Ce qui fonde leur orientation, c'est la défense du capitalisme et de l'ordre bourgeois.

"LA PAIX SOCIALE EST EN JEU"

C'est en ces termes que Dieter Shulte, le président du DGB justifie la pseudo-alternative qu'il oppose à ce qu'il nomme "l'esprit néolibéral". La direction du DGB a combattu pour que le Congrès de l'organisation inscrive dans son programme la phrase suivante :

> *"L'économie de marché, à condition qu'elle soit socialement et écologiquement régulée, représente un progrès historique important par rapport au capitalisme débridé".*

Le Monde du 16/11/96 commentait ainsi :

> *" C'est la première fois que les syndicats abandonnent toute référence rhétorique à la lutte des classes et reconnaissent les vertus de l'économie de marché (...) La démarche des syndicats allemands rappelle celle du SPD en 1959 ; cette année là, le Parti Social Démocrate, réuni à Bad Godesberg, avait abandonné toute référence au marxisme. À Dresde, les dirigeants syndicaux réfléchissent à une nouvelle définition de leurs objectifs (...) le DGB adopte un nouveau réalisme sur la réduction du temps de travail : celle-ci qui continue à être analysée comme le meilleur moyen de lutter contre le chômage, ne s'accompagne plus d'une revendication de compensation salariale".*

Cette reconnaissance des *"vertus de l'économie de marché"* est l'affirmation que la direction du DGB entend ouvertement défendre le capitalisme en crise. Après avoir disloqué le combat engagé par la classe ouvrière contre le plan d'austérité, les atteintes portées aux retraites et aux indemnités maladies, elle se dispose, au nom de la "paix sociale" à accepter les "revendications fondamentales" du capitalisme allemand : la mise en cause radicale des conventions collectives.

LA "PAIX SOCIALE" EN FRANCE

De même, en France, le P.S. et le PCF ont pour objectif de soutenir jusqu'au bout le gouvernement Chirac-Juppé. La direction du P.S. vient d'imposer qu'à nouveau, à Dreux, M.Ravanne, son candidat (tête de liste d'une coalition PS-PCF-PRS-Mouvement des Citoyens-Centristes), se retire pour laisser la place au RPR M.Hamel. Libération (19/11/96) rapporte :

> *"parmi les colistiers beaucoup prônent le maintien de la liste", mais "par la voix de François Hollande, la direction du Parti socialiste lui avait fermement demandé dans la matinée de se retirer pour faire barrage à l'extrême-droite. Incitations identiques des autres partis de gauche : "Il n'y a pas d'autre solution que le retrait" (Pierre Blotin, membre du bureau national du PCF)".*

La mise en place d'un Front républicain (au nom de la lutte contre "l'extrême-droite") exprime le soutien direct du P.S. et du PCF au RPR, à l'UDF et au gouvernement Chirac-Juppé. Cette orientation permet à ce gouvernement d'appliquer sa politique et même de se survivre. Au delà, elle prépare la venue d'un gouvernement de cohabitation à l'issue des législatives de 1998.

Deux articles de ce numéro de CPS présentent en particulier le contenu des programmes qu'élaborent en ce sens le P.S. et le PCF. L'un comme l'autre, sont des programmes de gestion du capitalisme en crise, de défense des intérêts de l'impérialisme français, de défense de la Vème République. Deux axes fondamentaux les ordonnent : la diminution de la valeur de la force de travail, exigence primordiale de la bourgeoisie et la cogestion, le "dialogue social" qui sont les moyens de sa mise en oeuvre. C'est ainsi, par exemple, que la proposition de loi-cadre du P.S. réduisant le temps de travail à 35 heures, sans diminution de salaire développe en même temps la flexibilité du travail : les modalités pratiques d'application seraient négociées secteur par secteur donc soumises aux besoins du patronat en matière de flexibilité, d' "aménagement" du temps de travail ; cette durée de 35 heures n'est qu'une moyenne : de ce fait elle intègre la semaine de 4 jours, voire les 3x8, les 4x8, le travail du samedi, le travail de nuit...

Pour sa part, le P.C.F. vient de déposer à l'Assemblée Nationale un projet de loi réduisant le temps de travail à 35 heures par semaine impliquant la négociation *"d'avenants ou d'accords d'entreprises portant sur une nouvelle organisation et un aménagement du temps de travail"* incluant *" la souplesse des horaires, la mobilité interne et externe choisie"* (sic). Ce projet organise de plus la cogestion : les aides publiques à l'emploi seraient attribuées aux P.M.E. par *"les commissions départementales comprenant des élus, des représentants syndicaux des salariés et des employeurs"*. Un partenariat *"entre les entreprises, l'Éducation nationale, les organisations syndicales"* organiserait la formation des salariés. Dans la même voie, lors du "forum social" qu'ils ont tenu le 17 novembre avec les organisations syndicales, les dirigeants du P.S. (Jospin, Rocard, Emmanuelli, Fabius) ont préconisé une "politique de contrat". Les dirigeants des appareils syndicaux leur ont fait écho. Le Monde du 19/11/96 rapporte :

> *"Le secrétaire national de la CFDT J.F.Troglic a mis en avant des convergences, comme "un affichage politique fort" sur l'emploi des jeunes (...) J.F.Perraud secrétaire de la C.G.T. a averti qu'aucun programme de transformation sociale ne pourra se faire par un sim-*

ple changement de majorité (...) JP Roux (FEN) a présenté les syndicats comme "co-acteurs du changement social". Michel Deschamps (FSU) a redit qu'il ne pouvait y avoir "d'alternative véritable sans mouvement social".

"Changement social", "mouvement social", "dialogue social", autant d'expressions qui se situent dans le cadre de l'application, sinon de la définition de la politique "sociale" des gouvernements du capital. Aujourd'hui, cela signifie : surtout ne pas combattre, vaincre et chasser le gouvernement Chirac-Juppé. Ce dimanche, à la Bourse du Travail de Saint-Denis, il y avait unanimité entre les appareils syndicaux, le P.S. et le PCF sur cette orientation.

COMBATTRE, VAINCRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

À cette étape, les appareils syndicaux sont parvenus à établir des contre-feux pour barrer la voie à un puissant mouvement du prolétariat qui aurait affronté et vaincu ce gouvernement. Mais en dépit du soutien ouvert des dirigeants des organisations ouvrières à qui il doit sa survie, ce gouvernement est massivement rejeté par la classe ouvrière et la jeunesse. Le RPR et l'UDF redoutent toujours d'être balayés par les moyens et les méthodes de classe du prolétariat. Le P.S., le PCF ne le redoutent pas moins. Comme les appareils syndicaux, ils contribuent à boucher toute perspective politique. Ils renvoient aux élections législatives de mars 1998 la possibilité d'infliger une défaite électorale au RPR et à l'UDF pour instaurer un gouvernement de cohabitation. Ils tentent de casser les potentialités de combat de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Ainsi Libération rapporte les propos tenus au candidat P.S. M.Ravanne par une jeune électrice de Dreux : *"ça sert à quoi de voter pour vous, si c'est pour vous allier ensuite à la droite de Chirac et Juppé ?"*.

Le mouvement de novembre-décembre 1995 a prouvé que le gouvernement Chirac-Juppé pouvait être chassé. Ce qui est nécessaire, pour y parvenir, c'est que la classe ouvrière et la jeunesse imposent aux dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats qu'ils rompent avec ce gouvernement, engagent le combat pour le vaincre et le chasser, qu'ils réalisent le Front unique des organisations ouvrières contre ce gouvernement !

RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE. POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE BOURGEOIS

La classe ouvrière et la jeunesse n'ont guère d'illusion sur le P.S. et le PCF ; mais à défaut d'un Parti ouvrier révolutionnaire elles se tournent vers ces organisations traîtres et dégénérées, s'efforcent de les utiliser et voteront une nouvelle fois P.S. et complémentairement PCF. Dans ce processus contradictoire le prolétariat et la jeunesse submergeront les partis et les appareils traîtres. C'est parce qu'ils défendent le capitalisme que le P.S. et le PCF, les appareils syndicaux trahissent les revendications ouvrières et soutiennent le gouvernement Chirac-Juppé. À l'inverse, la défense du prolétariat et de la jeunesse exige de mettre en avant la défense de la valeur de la force de travail, le droit au travail, la défense des conquêtes économiques et sociales (Sécurité sociale, enseignement public, statut national de la Fonction publique, cadre national des conventions collectives et garanties incluses dans le Code du travail...)

Pas plus que la stabilisation monétaire, l'inflation ne peut être une réponse aux besoins du prolétariat : il faut exiger le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 et sa garantie par l'échelle mobile des salaires. Le capitalisme pourrissant expulse du processus de production une fraction croissante de la classe ouvrière, la réduisant de plus en plus à la misère. Le droit au travail implique que l'on exige l'échelle mobile du temps de travail : cela signifie la diminution massive du temps de travail à la hauteur de ce qui est nécessaire pour que la masse des chômeurs ait un emploi. L'échelle mobile inclut le maintien du salaire réel dans toutes ses composantes, le refus de toute flexibilité, aménagement, annualisation du temps de travail, le combat pour un contrat de travail identique pour tous, en C.D.I., le refus de la polyvalence, en bref, le maintien des acquis ouvriers. Mais ces revendications mettent en cause le système capitaliste car il est incapable de les satisfaire. C'est pourquoi, les revendications suivantes doivent aussi être adressées aux centrales syndicales, au P.S. et au PCF :

- À bas le Front républicain : rompez avec le gouvernement Chirac-Juppé. Réalisez le Front unique des organisations ouvrières pour le vaincre et le chasser.

- Sur cette base, combattez pour le gouvernement du Front unique des organisations ouvrières : un gouvernement du P.S. et du PCF ne comprenant pas de ministre bourgeois, et réalisez-le.

Pour mener à bien ce combat, il faut à la classe ouvrière un Parti ouvrier révolutionnaire. Un tel parti ne peut surgir spontanément ; il ne peut se constituer que dans le processus de la lutte des classes, ce processus verra le prolétariat et la jeunesse submerger les appareils syndicaux et les partis ouvriers traditionnels. Mais il ne peut déboucher que si un Parti Ouvrier Révolutionnaire fixe l'objectif de la prise du pouvoir, de la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, d'un État ouvrier, des États-Unis socialistes d'Europe. En effet, aucun gouvernement ne pourra satisfaire durablement les revendications ouvrières s'il ne s'attaque au régime capitaliste et à l'État bourgeois en s'appuyant sur le prolétariat et la jeunesse organisés comme classe.

Il faut s'engager dans la voie qui mène au socialisme.

le 20 novembre 96

Directeur de la publication : Stéphane JUST - Commission paritaire n° 67187 - n° I.S.S.N. : 0763790 X Imprimerie Spéciale

ENSEIGNEMENT: UNE MOBILISATION SABOTÉE, UNE PARTICIPATION RENFORCÉE.

UN SABOTAGE SOIGNEUSEMENT ORGANISÉ

"Il appartient aux dirigeants des organisations syndicales de déclarer dès à présent: "Si le gouvernement tente de mettre en application ses projets de diminution de postes dans la fonction publique, nous appellerons dans l'unité à la grève générale de tous les personnels."

Telle était la conclusion de l'appel adopté en juin dernier par 67 enseignants et non enseignants du lycée J. Brel de Vénissieux, contre le projet de budget du gouvernement Chirac Juppé. Signé spontanément par des centaines d'enseignants avant et après les vacances, il répondait à la gravité particulière des menaces pesant sur les postes d'enseignants et sur la liquidation de plus en plus accentuée du corps des maîtres-auxiliaires. Indéniablement les enseignants étaient prêts à combattre.

Ils étaient prêts à s'engager dans un combat qui permette de mettre à bas le projet de budget, c'est à dire qui nécessitait d'affronter le gouvernement Chirac-Juppé pour le vaincre et le défaire.

La seule perspective qui puisse répondre à la situation et permette la mobilisation indispensable à ce combat, c'était l'appel, par les dirigeants syndicaux, à la grève générale de l'enseignement.

Les appareils syndicaux se sont mobilisés... pour faire barrage à cette perspective. Ils l'ont fait dès le mois de mai, en multipliant les initiatives, journées d'action, rassemblements et manifestations de toutes espèces, destinées à ruiner toute aspiration à un mouvement d'ensemble: 15 mai sur les effectifs, 16 mai, 21 mai pour le supérieur, 23 mai pour la diminution du temps de travail, 29 mai pour la défense des services publics, 1er juin pour le second degré...

A l'issue des cette période, Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES annonçait la reprise du carrousel pour la rentrée/ "*il faudra faire plus encore (...) pour faire connaître nos propositions à l'opinion*", etc...(US du 7 juin). La FSU exhortait le 18 juin "*les personnels à agir (...) sous la forme de rassemblements, de manifestation, d'actions...*" à la rentrée, et annonçait en même temps une campagne d'opinion, invitait à "*débattre*" à "*s'exprimer*" sur le budget, pour le "*transformer*".

Le responsable de ce budget, c'est à dire le gouvernement Chirac-Juppé était totalement hors de cause. Aucune perspective de combat n'était ouverte.

A LA RENTRÉE LES ENSEIGNANTS ÉTAIENT PRÊTS A SE BATTRE

Nouvelle série d'actions dispersées et disloquées à la rentrée : 4 septembre pour l'emploi (SNES) ;"action MA" (SE) le 11 ;journée d'action le 18 (SNES) ; manifestations aux rectorats (FO)... Cependant il était impossible aux dirigeants d'éviter une initiative générale, une explosion spontanée. Ils s'entendaient donc pour appeler à une journée de grève et de manifestation le 30 septembre.

Au CDFN de la FSU, le 23 , cependant, Monique Vuaillat, Deschamps et consorts martelaient l'idée qu'il n'y avait rien à en attendre faute d'une perspective politique avant 1998. L'après 30 octobre était déjà prévu sous forme *"d'engagement dans la continuité"*, de *"prolongement et rebondissements d'une autre nature qu'un arrêt de travail"*

On pourrait faire la même démonstration en ce qui concerne la direction de la FEN-UNSA et de ses syndicats, prenant le maximum de précautions contre le danger d'un éventuel débordement, en invoquant la poursuite ultérieure de l'action, en lançant une pétition du SE, contre la baisse des recrutements, etc... De même pour FO, appelant les enseignants à manifester le 21 septembre à la Bastille. On doit ajouter que la plateforme fourre-tout du 30 octobre était placée non pas sous le signe de la nécessité de faire échec au budget, mais sous celui de la défense et l'amélioration du service publique d'éducation. Pour la FSU, il s'agissait de porter plus loin la démocratisation du système éducatif. (Michel Deschamps).

À l'inverse des actions disloquées de juin et début septembre, la grève du 30 septembre a été largement suivie. Les enseignants s'en sont saisie pour manifester qu'ils étaient prêts à engager le combat contre le gouvernement., malgré toutes les limites imposées par les appareils. Par contre les manifestations organisées de la façon la plus dispersée possible n'ont pas eu le même succès. Les enseignants ont été nettement plus nombreux dans la rue le 17 octobre, pour se joindre aux autres fonctionnaires. Le corps enseignant a montré qu'il était prêt à se battre.

Mais en s'opposant à ce mot d'ordre, les appareils syndicaux ont donné la possibilité au gouvernement de poursuivre sa politique. Les suppressions de postes sont passées ;les MA jetés au chômage se comptent par milliers (-20%, selon toute vraisemblance) ; le tarissement des recrutements est appelé à se poursuivre (cf. Le Monde du 15/11), la suppression des allocations IUFM s'appliquera dès l'année prochaine, etc....
Les dirigeants syndicaux en sont pleinement responsables. Ils permettent au gouvernement Chirac-Juppé de matraquer le corps enseignant, et de poursuivre son offensive, impossible sans leur concours? Une offensive qui se développe chaque jour.

LE GOUVERNEMENT APPLIQUE SA POLITIQUE

Progressivement, les décisions des mois et des années précédentes s'appliquent, sous la protection des dirigeants syndicaux.

* Au collège

Pour la nouvelle 6ème, instituée par le "Nouveau contrat pour l'école" de Bayrou, c'est la dislocation organisée. la circulaire de rentrée ne mentionnait plus aucune indication horaire par discipline: ni pour les enseignants, ni pour les élèves. Tout est permis, et même recommandé: éclatement des horaires hebdomadaires, regroupement d'heures sur un trimestre, un semestre, "globalisations", "modulations" etc... C'est l'éclatement du cadre national. Les mesures de Bayrou s'accordent parfaitement avec les plans de Fauroux.

* Dans l'enseignement professionnel public

La loi quinquennale dite "pour l'emploi" en a reporté la responsabilité sur les régions. Elles programment comme on pouvait s'y attendre l'étranglement des enseignements professionnels et techniques publics au bénéfice de l'apprentissage. Les dépenses totales, de formation des régions ont augmenté de plus de trois milliards (en francs constants 96) mais en leur sein celles consacrées aux établissements publics ont diminuées de deux milliards.

Elles font ainsi pression sur ces derniers pour qu'ils acceptent d'être investis par les patrons grâce à la création dans leurs murs de "sections d'apprentissage" dont les programmes, les cursus et les personnels sont contrôlés par les entreprises qui les commanditent. Grâce à la loi quinquennale, le nombre de ces sections d'apprentissage. doit tourner autour de 500.

Autre facteur de pourrissement: la sécurité dans les ateliers. Elle est déficiente, selon le Monde, sur 60% des machines: 30% sont à mettre en conformité, 29,2% sont purement et simplement à obsolètes. Depuis 1993, il revient aux régions de mettre le parc des machines outils aux normes, avant le 31/12/96. Leurs choix budgétaires depuis trois ans constituent bien un choix politique, pour aboutir à une paralysie des établissements publics. Par ailleurs, pas à pas, et même si cela n'est pas assez rapide pour le gouvernement, est développé l'apprentissage.

* Le rapport De Virville

Pour donner un "nouvel essor" à cette politique, le gouvernement Chirac-Juppé-Barrot projette une nouvelle fois "*la refonte du système*". Le rapport De Virville projette de tout "remettre à plat", sur la base de la destruction de la sécurité de l'emploi et d'une "vraie mobilité"

Il s'agit de permettre aux entreprises "l'achat direct de la formation" à l'établissement de leur choix (et donc d'en fixer les contenus, et d'en choisir l'encadrement). Il s'agit pour cela de "*mobiliser les ressources de l'Education Nationale*". Les entreprises consommeraient ainsi directement leur part de contribution à la formation professionnelle, (récemment réorganisée) en passant contrat avec tel ou tel fournisseur selon les lois du marché. L'enseignement public ne serait plus qu'un prestataire de service parmi d'autres margoulins aux ordres et "*incités à orienter ses activités en fonction des besoins des entreprises et des jeunes*", l'État, étant de surcroît dessaisi de la validation des formations et compétences ainsi dispensées, ce qui signifie la disparition des diplômes.

Tout converge. Le gouvernement Chirac-Juppé poursuit et renouvelle son oeuvre de destruction de tous les acquis de l'enseignement public et du corps enseignant ; Et la direction de la FEN-UNSA écrit, à propos du rapport De Virville: "la concertation et la négociation devraient permettre d'en définir tous les éléments." FEN Hebdo du 25/10/96.

LA DÉGRADATION DE L'ÉCOLE PUBLIQUE À COMMENCÉ

La politique de destruction du corps enseignant et de l'enseignement public ne peut réaliser totalement du jour au lendemain ses objectifs. Elle s'applique néanmoins et ses conséquences commencent à se faire sentir.

Depuis 1991 les passages en seconde sont en baisse. Dans l'enseignement industriel, la poursuite des études vers le bac professionnel l'est également. La part des bacheliers par classe d'âge est retombée de 1,8% en 1995. À l'autre bout la scolarisation en maternelle stagne. Alors que les collèges perdent des élèves, ceux qui sont versés dans des classes impasses sont passés en un an de 349 000 à 436 000. L'étude "*l'état de l'école*" présentée le 5 novembre confirme cette dégradation: "l'école semble entrer dans l'ère des rendements décroissants. (...) Les progrès de la scolarisation, à la fois en terme qualitatifs et quantitatifs, appartiennent à une époque finissante" écrit le Monde du 6/11. La confirmation vaut pour l'enseignement supérieur comme pour l'ensemble des filières des lycées, et pour le taux de passage en troisième.

Commentant cette évolution, F. Bayrou s'en est réjoui à sa conférence de presse de rentrée: "Cela veut dire qu'il y a moins d'élèves qui sont attirés par les études longues. Tant mieux". Il ajoutait : "Cela prouve que l'orientation professionnelle est choisie par un nombre croissant d'élèves. C'est l'un des buts que nous nous fixons." Nous avons vu plus haut ce que signifie "l'orientation professionnelle" pour le gouvernement Chirac-Juppé.

"*L'état de l'école*" constate que l'écart s'accroît entre les "meilleurs" et les "rejetés". De son côté l'inspection générale dresse un bilan alarmiste sur la malnutrition et les cantines désertées. La politique de la bourgeoisie s'applique, et frappe, à travers le système scolaire toutes les couches de la jeunesse.

UNE ATTAQUE MAJEURE: "LES RYTHMES SCOLAIRES"

Les précédents numéros de CPS ont dénoncé pour ce qu'elle est l'opération de "réforme des rythmes scolaires" une opération politique de première importance pour la dislocation de l'enseignement public et du corps enseignant, à commencer par l'école primaire. Dès janvier Le Monde notait: c'est "*toute la conception du métier d'instituteur (...) toute la question du statut des maîtres qui se trouvent posées*"...

Encore faut-il en bien voir les mécanismes. C'est d'autant plus important que tous les efforts sont faits à la fois par le gouvernement et par les dirigeants des syndicats enseignants pour que ceux-ci n'en aient qu'une connaissance étroite, partielle, limitée à leur localité, voire à leur "*projet d'école*".

Premier axe du démantèlement: au nom de l'autonomie et de la décentralisation, la disparité des "activités" de toute sortes proposées aux enfants, selon les circonstances et possibilités locales. C'est cette "variété" qui a été le plus souvent évoquée par la presse, comme un enrichissement du système scolaire, alors qu'elle est en réalité un puissant facteur d'inégalité et d'éclatement des contenus.

Deuxième axe: l'éclatement des conditions de fonctionnement. La Lettre du Monde de l'Education du 9 septembre en dresse le tableau suivant:

"*Sur les 170 sites Guy Drut (...) 51% ont conservé la semaine de classe de 26 heures, tandis que 23% ont choisi de descendre à 25 heures, 20% à 24 heures, 3% à 22 heures. Les périodes d'accueil périscolaire sont surtout organisées pendant la pause de la mi-journée (pour 70% des sites), et le matin (49%). En fonction de la durée hebdomadaire de la classe choisie, les sites ont adopté différentes formules d'aménagement du temps scolaire. Pour les 22 heures (exemple à Troyes), les sites ont toujours choisi un ou deux après-midi libérés (autrefois en temps scolaire, désormais consacré à des activités non comptabilisées dans les heures d'enseignement obligatoires), avec parfois, en plus, un après-midi aménagé (en temps scolaire sous la responsabilité de l'instituteur) ou mixte (temps scolaire et temps périscolaire sous la responsabilité d'intervenants extérieurs). Pour les 23 heures (exemple à Châlons-en-Champagne), un ou deux après-midi sont libérés, avec parfois en plus un après-midi aménagé ou mixte. Pour les 24 heures (exemple à Strasbourg), les trois formules sont mélangées, les maternelles ne libérant pas d'après-midi. Pour les 25 heures sur 5 jours (exemple à Cap-d'Agde), une majorité d'après-midi mixtes ou aménagés ; sur 6 jours (exemple à Lille ou Nice) : les après-midi sont libérés ou mixtes. Pour les 26 heures: sur 5 jours, modèle mixte et/ou aménagé ;sur 6 jours: matin consacré au temps scolaire, après-midi mixtes ou libérés.*"

Il s'agit bien de casser l'unité de l'enseignement public, dans sa forme comme dans ses contenus, de casser l'unité de corps des instituteurs, en instituant la flexibilité de leurs conditions de travail. Si l'on y ajoute la déqualification des "intervenants" dans le système scolaire (recrutés sur contrats précaires, à mi-temps, temps partiel, CES, etc...) c'est à terme le statut des enseignants qui est voué à liquidation.

Troisième axe, dont le précédent est la condition: la régression des programmes. Un "Comité national d'évaluation" présidé par Paul Delevoye vient d'être constitué afin d'étudier "l'articulation possible d'une réforme des programmes avec la réforme des rythmes scolaires" (Le Monde du 30 août). C'est purement et simplement l'application des conclusions de la commission Fauroux, qui a proposé: "une nouvelle organisation...qui se traduire par à la fois une diminution du temps de classe annuel (936 heures actuellement) et par un développement très important des activités périscolaires" avec "des choix multiples" et "des programmes recomposés autour des savoirs primordiaux" (le fameux "kit de survie"). La sur concentration des apprentissages scolaires actuels dans les nouveaux rythmes, inévitable pour laisser du temps aux "activités de loisir, accentue la fatigue des enfants et leurs difficultés d'apprentissage. C'est la voie de passage pour "légitimer" l'allégement du temps et des contenus scolaires.

Cet ensemble de mesures, et leur contenu politique implique que la réforme ainsi amorcée ne se limite pas au premier degré. Celle-ci a déjà commencé à s'appliquer dans un certain nombre de collège, notamment à Marseille. Les conséquences d'une telle extension sont claires pour le second degré: réduction de la durée des vacances (de 12 à 20 jours actuellement pour les "sites" appliquant la réforme de Guy Drut); liquidation des enseignements (et des enseignants) artistiques et d'éducation physique ; extension des intervenants dans toutes les disciplines, précarisation des personnels.

LES DIRIGEANTS MAQUILLENT

Les dirigeants syndicaux n'en ignorent rien. Ils reconnaissent tous, d'une façon ou d'une autre que "toute évolution des rythmes aura désormais nécessairement des conséquences sur les contenus d'enseignement, les disciplines, les programmes et la compétence et la formation de ceux qui sont chargés de l'acte d'enseignement..."(Daniel Le Bret- Secrétaire général du SNUIPP).

Cependant non seulement ils ne s'y opposent pas mais ils appuient à fond la nécessité d'une telle réforme, et poussent à la dislocation: "*La mise en place de tels dispositifs ne peut donc être que locale, fruit d'une concertation entre tous les partenaires éducatifs en fonction de données propres*" (colloque de Nantes du SE-FEN. L'Enseignant du 8 juin 96) ; le SNUIPP FSU quant à lui réclame "que toutes les pistes proposées par les écoles puissent être expérimentées" (D. Le Bret).

Lorsqu'ils s'insurgent, c'est contre les conditions de financement: l'Etat ne s'y est pas engagé au delà d'un an (et pour 30% seulement des frais) alors qu'il est d'ores et déjà prévu de généraliser "l'expérience" à tout l'enseignement primaire. Le coût de l'opération doit donc retomber essentiellement sur les collectivités locales (actuellement pour 51%). Sa généralisation, selon l'US du 14 septembre, nécessitera 1,4 milliard de francs. Le ministère de la Jeunesse et des sports estime que la réforme coûtera 2365F par enfant et par an. Le "site modèle" d'Épinal lui même fonctionne à coup d'emprunts, avec les frais financiers afférents (20 millions) ce que la cour des comptes de Lorraine vient de dénoncer (Lettre du monde de l'Éducation du 1er juillet).

Est-ce en contradiction avec les restrictions budgétaires opérées par le même gouvernement Chirac-Juppé? Absolument pas. Il ne s'agit pas d'une question financière comme veulent le faire croire les appareils syndicaux. Il s'agit d'une opération politique. Si Paris vaut bien une messe, le démantèlement de l'enseignement public vaut bien le sacrifice provisoire de quelques milliards. Une fois les coups portés et les dispositifs en place, ce sont les familles qui devront payer si elles le peuvent. C'est en même temps la gratuité et l'obligation scolaires qui sont menacées, pour un système municipalisé, déqualifié, calqué sur le modèle américain, avec toutes les conséquences qui en découlent.

LA FSU "A L'ÉCOUTE" DU GOUVERNEMENT...

La commission Fauroux a déposé ses conclusions, les Etats Généraux de l'Université sont terminés. Selon Alain Juppé lui-même, une phase est close: "*nous disposons d'objectifs qu'il ne reste plus qu'à mettre en application (...) Il faut passer de la théorie à la pratique.*"

C'est dans ces conditions, où le chef du gouvernement annonce aux enseignants qu'ils doivent s'attendre aux coups les plus durs, que la direction de la FSU, au lieu de préparer leur mobilisation contre le gouvernement Chirac-Juppé, pour le chasser, lance une nouvelle "*large consultation*": un million de questionnaires concoctés avec la SOFRES.

Dans son rapport au CDFN de la FSU, le 23 septembre, le secrétaire général, a déclaré: "*nous avons écarté la logique référendaire. Mais alors qu'y substituer ?*". En clair: par quelle méthode faire passer la refonte du système scolaire ? Et la direction de la FSU, organise elle même son petit référendum, (coût de l'opération 2,5 millions de francs).

L'opération s'intitule "l'École à l'écoute de l'opinion." "L'opinion", toute classes confondues ; "l'opinion" qui constitue selon Deschamps (dans le même rapport)l'enjeu essentiel de la lutte syndicale et qui doit se garder de la heurter par une "défense corporative étroite" et "l'action revendicative traditionnelle".

Toute une série de questions posées induisent des réponses approuvant la destruction du caractère national de l'enseignement, son contrôle par les entreprises capitalistes et par les collectivités locales, le développement de l'apprentissage, la réduction des vacances, la régression des contenus, le remplacement des enseignants par des intervenants municipaux, etc...On s'étonne de ne pas y voir proposée" la ségrégation sociale, religieuse et raciale à l'école : est-ce que ces idées n'existent pas dans "l'opinion"?

Ainsi sous prétexte "d'ouvrir le débat" les dirigeants de la FSU ouvrent en fait, la voie aux thèses les plus réactionnaires, les plus contraires aux intérêts de l'enseignement public et des enseignants, les plus favorables au gouvernement Chirac-Juppé. C'est pour le gouvernement un bouclier à l'abri duquel il peut développer une nouvelle phase de son offensive.

...ET ELLE N'EST PAS LA SEULE

La direction de la FEN-UNSA n'est pas en reste. L'accord qu'elle vient de signer avec le CNPF (voir CPS n°64) pour "l'insertion des jeunes", sans doute d'une efficacité limitée, est un signal politique donné à la bourgeoisie et au gouvernement. Le projet de résolution générale publié en préparation de son congrès est un véritable calque, terme à terme, de la politique gouvernementale qu'il s'agisse des mesures au jour le jour ou des perspectives générales.

En septembre, 180 universitaires ont publié un appel pour (eux aussi) "relancer le débat sur l'Education". Comme par hasard. Orientée, parait-il "*à gauche", contre la pensée et la politique libérale*", cette initiative n'en évoque pas moins "*des réformes d'ampleur, relatives notamment au mode de fonctionnement des établissements et des équipes éducatives*". Et comme par hasard encore la direction du SE-FEN a décidé de "relayer cet appel, dans l'esprit du débat avec la société engagé (par le SE) depuis l'an dernier" (L'Enseignant du 21/9/96).

Sous des formes constamment renouvelées, le combat que mènent les dirigeants de la FEN-UNSA comme ceux de la FSU, ceux du SE comme ceux du SNES et du SNUIPP est un combat pour étouffer la volonté de la masse des enseignants pour lesquels le gouvernement Chirac-Juppé et sa politique sont de plus en plus insupportables. C'est contre leur aspiration à en finir avec lui, à le vaincre et le chasser que le 26 août. Le Néouannic déclarait à La Tribune Desfossés : ". Voilà au moins qui est franc.

COMBATTRE, VAINCRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPE

Les dirigeants des appareils syndicaux, liés (à des degrés et sous des formes diverses) au P.S. et au P.C.F. appliquent la même politique que ces partis de soutien et d'intégration au régime capitaliste, au gouvernement qui en constitue le Conseil d'administration.

Et la résistance du corps enseignant, son existence même comme corps entre aujourd'hui en totale contradiction , aussi bien avec cette politique qu'avec les objectifs du gouvernement. Les dirigeants de la FEN-UNSA, de la FSU et de leurs syndicats, ceux des syndicats enseignants de FO et de la C.G.T. sont prêts à collaborer à la liquidation des acquis de l'enseignement public et à l'atomisation du corps enseignant qu'ils disent représenter.

C'est cette stratégie contre-révolutionnaire qui détermine toutes leurs initiatives tactiques, tout le contenu de leur propagande et de leur presse.

Pour stopper l'offensive du gouvernement Chirac-Juppé, les enseignants n'ont pas d'autre voie que d'engager le combat pour le vaincre et le défaire.

Cela passe par le combat pour imposer aux dirigeants des syndicats enseignants qu'ils rompent avec le gouvernement et cessent de participer à l'application et à l'élaboration de sa politique.

Le potentiel de lutte du corps enseignant démontré en novembre-décembre 95 et le 16 janvier 1994 est intact malgré la trahison permanente des dirigeants de leurs syndicats. Il peut à tout moment repartir au combat. Mais pour qu'il puisse le mener jusqu'au bout, il est nécessaire d'avancer dans la voie de la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire, d'en constituer dès maintenant les éléments parmi les enseignants, que nous appelons à s'organiser avec les militants du Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

CHIRAC-ÉGLISE CATHOLIQUE, MÊME COMBAT

Karol Wojtyla est l'étranger le mieux accueilli en France. Il est aussi pape de son métier, ceci explique cela. Du 19 au 22 septembre dernier, Chirac et son gouvernement l'ont vénéré, financé, médiatisé. Pour comprendre cette sainte alliance, il faut revenir sur ce qu'est l'Eglise d'une part, sur la sénilité de la classe bourgeoise oppresseuse d'autre part.

PILIER DU VIEUX MONDE

L'Eglise est une institution deux fois millénaire, spécialisée dans l'inculcation aux classes exploitées du respect de l'ordre existant et des valeurs de la classe dominante. Elle constitue un appareil international puissant, partie intégrante de la classe des propriétaires féodaux au Moyen-Age, soutien indéfectible de la noblesse et de la monarchie, forme politique liée à ce mode de production. Becs et ongles, elle défend ses privilèges contre la classe montante, la bourgeoisie. Elle devient finalement son alliée et bénit régulièrement ses canons depuis que les capitalistes dominent la planète.

UN COMMERCE JUTEUX

Gérant ses richesses bien matérielles et terrestres, l'Église catholique possède un État, des terres, des banques, des immeubles, des entreprises, des actions, toutes sortes d'associations qui savent que « charité bien ordonnée commence par soi-même. »

> *« D'après le catéchisme chrétien, l'Eglise est une société de croyants liés par la même foi, par les mêmes rites etc... Pour un marxiste, l'Eglise est une société d'individus liés par les mêmes sources de profits obtenus aux frais des croyants, aux dépens de leur superstition, de leur ignorance. »* (Boukharine et Préobrajenski, L'ABC du communisme 1919)

Illustrations avec le journal Ouest-France, plus gros tirage des quotidiens français :

> *« Plus de 12 000 pavés de granit à 120F pièce ont été commandés par des fidèles. Gravés au nom de la personne pour 30F* (supplémentaires...), *ils seront foulés par le pape à Sainte-Anne-d'Auray qui bénira ainsi de ses pieds les initiales. »* (20/09/96)

A propos d'un prochain show papal pour août 97,

> *« Pour boucler un budget qu'il tient à équilibrer, Mgr Dubost mise sur le partenariat, les dons, les souscriptions et la vente de produits dérivés : tee-shirts, affiches, autocollants... En attendant il doit « trouver de l'argent et vite, car nous aurons des factures à payer avant d'avoir reçu le premier sou de nos clients. »* (31/10/96)

LE RÔLE POLITIQUE DE L'ÉGLISE

Dans l'offensive ultra réactionnaire qui vise à perpétuer le mode de production capitaliste à l'agonie, l'Église apostolique et romaine joue sa partition en virtuose. La visite en France de son pape s'y inscrit.

Du « péché originel » au « mal qui est dans le cœur de chacun », il faut tenter de masquer les causes des calamités qui s'abattent sur l'humanité. Taire que la possession privée des moyens de produire, de distribuer, que la course au profit ainsi entraînée, sont strictement contradictoires avec l'assouvissement des besoins matériels et culturels des milliards d'individus qui n'ont, pour vivre, que leur force de travail. La division de la société en deux classes fondamentales, l'une exploiteuse et l'autre exploitée, doit être camouflée.

A la classe ouvrière organisée, dont l'existence et le combat constituent une menace pour les capitalistes et leurs sacristains, le roi du Vatican préfère des individus, surtout écrasés, les *« exclus »*, les *« blessés de la vie »*. Dans le même panier, en l'occurrence la basilique de Tours le 23 septembre ont été accueillis, prostituées, malades, ou immigrés traqués par l'application des lois Pasqua, chômeurs que la crise capitaliste prive de travail. Le Monde du 24/09, ému aux larmes, croit contempler la Cour des Miracles et ne cache pas son admiration pour ce mateur de misères :

> *« Des cancéreux, des myopathes, des non-voyants, des sidéens, des SDF, des homosexuels, des prisonniers, des Tziganes sont là. On n'entend ni revendications ni plaintes. »*
> *« Le Christ a osé proclamer que ceux qui pleurent sont heureux et seront consolés... qu'ils sont appelés au bonheur sans fin. »* (Discours à Tours)

Prolétaires de tous les pays, K. Wojtyla vous le promet, ça ira mieux quand vous serez morts. Cependant, au cas où le bonheur d'être pauvres ici et riches au paradis ne vous suffirait pas, il a quelques solutions à vous faire avaler : consommez moins, acceptez de voir réduire votre salaire et vos conquêtes.

> *« Devant la multiplication des atteintes à la dignité et à l'intégrité des personnes, devant l'augmentation du nombre des exclus, il faut trouver de nouveaux modes de vie personnels et collectifs qui permettent de surmonter les crises. (...) Ceux qui ont la chance d'avoir des revenus suffisants sont-ils prêts à partager davantage avec ceux qui ne parviennent pas à vivre décemment ? Un style de vie plus sobre permettrait à beaucoup d'éviter le gaspillage et d'être plus attentifs aux besoins de leur prochain. »*

Il s'agit d'enfoncer dans les têtes que seule est possible la « réforme » de la société bourgeoise, qui, au prix de quelques sacrifices par eux consentis, garantira à tous les opprimés... leur place d'opprimés.

> *« Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également, au besoin, à défendre l'oppression du prolétariat, même s'ils le font avec des petits airs navrés. (...) Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avilissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille. (...) Ce sont des principes de cafards et le prolétariat est révolutionnaire. »* (Marx, 1847)

La défense du vieux monde s'incarne aussi dans l'acharnement que déploie l'Église pour imposer l'ordre moral. Wojtyla a encore une fois condamné l'avortement, la contraception, rangé parmi les *« blessés de la vie »* les homosexuels, les divorcés. Il a choisi la Vendée pour réciter ces discours réactionnaires aux *« héritiers des martyrs vendéens qui ont eu le courage de rester fidèles à l'Église alors que sa liberté et son indépendance étaient menacées »* (Le Monde du 21/09).

Le chef des Chouans a explicité comment faire fructifier l'héritage, en saluant *« le travail accompli par les aumôneries de l'enseignement public et l'importance de l'école catholique dans l'ouest. »* (Ouest-France du 20/09). Il a donné rendez-vous pour les « Journées Mondiales de la Jeunesse » à Paris en août 1997, dont l'objectif de haute spiritualité est d'*« humaniser et christianiser la mondialisation »*. L'organisation en est confiée à M. Dubost, évêque aux Armées. Les militaires sont invités car le Vatican souligne dans un communiqué du 24/09 reproduit par Ouest-France, *« la participation de l'armée aujourd'hui au service de la paix et de l'entente entre les peuples. »* C'est le sabre et le goupillon pour encadrer la jeunesse à laquelle la putréfaction impérialiste ne peut offrir d'avenir.

Histoire de « mondialiser » chrétiennement les masses cubaines étranglées par l'embargo américain, le ministre des affaires étrangères du pape vient d'achever une mission à La Havane, où il a *« plaidé pour la réintégration de Cuba dans le concert des nations légitimes »*, c'est-à-dire dans le giron de l'impérialisme. Cet homme si bon a revendiqué, non le droit pour les opprimés de s'organiser pour obtenir la levée du blocus, contre la bureaucratie castriste au bord de l'effondrement, pour un gouvernement ouvrier qui satisfasse leurs revendications, mais au contraire exigé :

> *« que la Caritas (Secours Catholique) ait les mains libres pour son travail humanitaire ; que l'Eglise ait accès aux médias et même qu'elle ait les siens ; que des prêtres et des religieuses étrangers puissent de nouveau exercer leur ministère dans l'île ; enfin que l'Eglise puisse entrer dans les écoles et les hôpitaux, aujourd'hui monopoles de 'État; »*
> (Ouest-France du 29/10)

L'Église, force réactionnaire au sens strict, défend la restauration du capitalisme à Cuba, comme ailleurs. Elle épaule la bourgeoisie mondiale qui, depuis le début du siècle, a jeté aux oubliettes son anticléricalisme, dès lors qu'elle a assis son pouvoir et que depuis 1848, elle fait face au prolétariat.

L'IMPÉRIALISME, RÉACTION SUR TOUTE LA LIGNE

Aux XVIIIème et XIXème siècles, la France est le pays où l'affrontement entre la bourgeoisie et l'Eglise a été le plus violent, aboutissant à une loi de séparation (1905) qui témoignait de la victoire définitive du capitalisme sur le mode de production féodal et ses tenants, monarchistes et prêtraille. La bourgeoisie avait muselé les calotins, mais s'était bien gardée de leur casser toutes les dents, par exemple en maintenant la loi Falloux (1850) qui laissait la part belle aux « écoles » chrétiennes. Elle les ménageait parce que la libre concurrence du capitalisme ascendant laissait la place aux monopoles, la fin des barrières douanières se changeait en protectionnisme, les tensions s'intensifiaient pour le maintien ou la conquête d'empires coloniaux : l'impérialisme, fauteur de guerres, montrait que l'époque des « Lumières » était close. La bourgeoisie française, comme les autres, embouchait la trompette patriotique et retrouvait le chemin de la sacristie : l'Eglise devait la seconder pour mettre au pas cadencé la classe ouvrière, l'enchaîner à la défense des intérêts de son propre impérialisme. En 1914, les congrégations « enseignantes » et « missionnaires » dont l'activité est dite « nécessaire aux colonies » sont rétablies.

Depuis, le tandem Bourgeoisie décadente-Eglise est resté soudé. En témoignent ces dernières années, par exemple, la présence d'un évêque en 86 dans la commission Marceau Long chargée de « réformer » le code de la nationalité, en 88 avec Christian Blanc pour maintenir la botte coloniale française en Nouvelle Calédonie, l'enterrement de Mitterrand à Notre Dame de Paris ou le voyage de Chirac au Vatican en janvier 96.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPE, RÉACTIONNAIRE DONC CALOTIN

À cette occasion, Chirac, avec son épouse voilée, pardon mantillée, a rassuré le pape sur la *« fidélité de la fille aînée de l'Eglise »* et en récompense, a été *« intronisé chanoine d'honneur, à la basilique de Saint-Jean-de-Latran »* (L'Evénement du Jeudi du 19/09). Quand les compères se sont retrouvés, le 19 septembre, le « chanoine » a prononcé un discours ouvertement clérical :

> *« Très Saint-Père,...la France a la joie d'accueillir sur son sol l'héritier de Pierre, rassembleur du peuple chrétien et pasteur d'une Eglise sans frontières. (...) Vous demeurez l'inlassable pèlerin de l'absolu qui travaille pour la paix. (...) Cet après-midi vous serez à Saint-Laurent sur Sèvre, en Vendée, terre de foi et de vocation qui donna tant de saints à l'Eglise, de missionnaires, de fondateurs d'ordre et de congrégations. Puis ce sera Sainte-Anne-d'Auray, phare spirituel de la Bretagne où s'assembleront en foule les forces vives de l'Eglise. (...) Ainsi la foi chrétienne devait-elle marquer de son empreinte nos comportements, nos structures, nos institutions éducatives, hospitalières et sociales. (...) »* (Le Monde 20/09)

Le personnel politique de la bourgeoisie s'est affiché aux messes jouées par le clergé au grand complet, entre autres : Pas-

qua, Léotard, Giscard d'Estaing, de Charette ministre des Affaires étrangères, Debré, ministre de l'Intérieur et des cultes, Emmanuelli secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bourges président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Sans doute une façon de dire à qui appartiennent les grands médias, qui ont offert 15 heures de télévision à la propagande cléricale, tous les journalistes appelant Wojtyla « Très Saint-Père » et « Sa Sainteté » suivant l'exemple chiraquien. Une offensive énorme de bourrage de crâne, un déferlement d'âneries auxquels les quotidiens Le Monde et Ouest-France, souvent mis à contribution dans cet article, parce que liés à l'Eglise dès leur naissance, concouraient sans honte.

« En tout cas, il pleuvait presque partout en France, sauf à Sainte-Anne-d'Auray. « Merci, Sainte Anne », a dit le pape en levant un sourcil malicieux. » (F.R. Hutin, rédacteur en chef, Ouest-France du 28/09).

Le gouvernement RPR-UDF, ses relais dans les conseils régionaux ou les mairies, ont évidemment financé sur fonds publics les déplacements du chef de l'Eglise catholique, pour plusieurs centaines de millions de francs : mise à disposition d'un service d'ordre, de deux bases aériennes, d'un Transall, d'un Airbus, de plusieurs hélicoptères, etc... Or, la crise économique, la terreur d'un effondrement de tout le système, fait que l'heure est à l'austérité et n'incite pas la bourgeoisie française à faire des cadeaux. Le financement du voyage du pape n'en est pas un, c'est une sorte d'investissement. Les principes sociaux du christianisme inspirent la « solidarité » de la CSG contre le salaire différé finançant la Sécurité sociale ; le « partage du travail et des revenus » contre la réduction immédiate du temps de travail sans diminution de salaire ; le soutien à « l'aménagement des rythmes scolaires » contre l'enseignement public, primaire et secondaire ; les campagnes de « charité » contre le financement par l'Etat de la recherche médicale. On le voit, la bourgeoisie ne fait que rémunérer un prestataire de services.

LES PARTIS OUVRIERS DÉGÉNÉRÉS A L'UNISSON

Sur la question du combat anticlérical, comme sur toutes les autres qui touchent à l'émancipation du prolétariat, le PS, le PCF, les appareils dirigeant les syndicats montrent « qu'ils ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie » (Trotsky, 1938).

Ils n'ont aucunement appelé à manifester contre la venue de Wojtyla, contre l'offensive cléricale et ce gouvernement qui la propulse. Ils se sont cantonnés à la critique du financement sur fonds publics de ce voyage, mendiant par là, à la bourgeoisie décadente, un geste de séparation entre l'Eglise et l'Etat, qu'il n'est ni dans son intérêt, ni dans son intention, d'accomplir et ce, depuis un siècle. Pire, les dirigeants du PS, du PCF ont affirmé leur respect de l'Eglise catholique et de son chef.

« Le premier secrétaire du PS a reproché au gouvernement d'avoir transformé un « acte spirituel que nous devons respecter en un acte officiel dont certains nous disaient que c'était le baptême de la France. Quant au pape, en tant que personne, en tant que responsable d'une grande religion, je lui souhaite la bienvenue et une bonne santé », a conclu M. Jospin ». (Le Monde du 21/09)

« Sous la plume de Yann Vince, secrétaire fédéral, le PCF souligne que « si le PCF trouve légitime l'accueil du pape par les plus hautes instances de notre pays - il s'agit d'un chef d'église qui a rang de chef d'Etat - il considère que le financement public des frais d'organisation de cette visite est contraire aux principes constitutionnels de notre République ». (Ouest-France du 21/09)

Toutes les officines dans lesquelles les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier collaborent avec la bourgeoisie sont sur la même longueur d'onde.

« La Fédération des amicales laïques rappelle que, si elle ne s'oppose pas à la venue du chef de l'Eglise catholique en France, elle n'accepte pas que les collectivités publiques subventionnent cette manifestation religieuse. (...)Gilles Manceron déclare : « Nous, à la Ligue des droits de l'homme, nous n'avons rien à redire à la venue du pape en tant que chef spirituel ». (Ouest-France du 21/09)

Le CNAL (FEN-UNSA, FCPE, SE-FEN, Ligue de l'enseignement) lance dans sa déclaration du 12 septembre *« un appel solennel aux responsables de l'Etat pour qu'ils restent neutres à l'égard des religions ».* Les loges maçonniques ou la Libre pensée ne disent pas autre chose.

En fait de « neutralité », le PS, le PCF soutiennent autant les associations Vatican 2 que traditionalistes (financement de la cathédrale d'Evry, permis de construire une église pour les intégristes de feu Lefebvre à Noisy le Grand), les catholiques que les protestantes rebaptisées « organisations humanitaires ». Ils y confortent le rôle politique que joue l'Eglise. Cet été, des immigrés sans papier, otages des lois Pasqua, ont pu apprécier l'efficacité de l'Eglise pour les livrer individuellement à l'étude par le gouvernement Chirac-Juppé de leur cas particulier... c'est-à-dire à la mort pour l'un d'eux, à l'expulsion pour la majorité des autres, avec la collaboration totale du PS, du PCF, flanqués de LO et de la LCR.

IL FAUT CONSTRUIRE LE PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

« Seule la révolution socialiste peut sauver la société contemporaine. Pour la réaliser, le prolétariat (...) a avant tout besoin d'une pleine indépendance à l'égard des fictions de la religion, de la « démocratie » et de la morale transcendantale, c'est-à-dire des chaînes morales forgées par l'ennemi pour le domestiquer et l'asservir. Ce qui est moral, c'est la préparation du renversement total et définitif de la barbarie impérialiste, et seulement cela. » (Trotsky, Œuvres tome 23)

Pleine indépendance inclut critique radicale de la religion, que Karl Marx développa, par exemple dans la Critique de la

philosophie du droit de Hegel et que les militants qui combattent pour le socialisme reprennent à leur compte :

> *« Le fondement de la critique irreligieuse est : c'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. (...) La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.*
>
> *L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole; »* (Sur la religion)

Seul le prolétariat balaiera le fatras des religions en renversant le capital, en construisant le socialisme. Pour cela, il est nécessaire que soit édifié un nouveau parti, en rien lié à la bourgeoisie et l'église, le Parti ouvrier révolutionnaire.

PARTI SOCIALISTE : APRÈS UN AN DE RÉGIME JOSPIN

LA RÉNOVATION DU PS EST EN MARCHE

Lors de la convention nationale du PS.du 14 octobre 1995, LionelJospin a été désigné premier secrétaire en remplacement d'Henri Emmanuelli, suite à une consultation directe des militants, à caractère plébiscitaire. Plus de 94% des exprimés (participation de 66,4% pour 102.299 inscrits - adhérents) ont répondu positivement à la question *"Souhaitez-vous que Lionel Jospin devienne Premier secrétaire du Parti Socialiste ?"*. Fort du score électoral réalisé aux premier (23,3% des exprimés) et second (47,3% des exprimés) tour de l'élection présidentielle, soutenu par la plus grande partie du "pôle rénovateur" de P.Mauroy et de M. Aubry, par M. Rocard et ses partisans, avec l'assentiment de L. Fabius, L. Jospin a décidé de prendre la tête de la "rénovation" du PS.

Après un plus d'un an de régime Jospin, il est nécessaire de se livrer à un état des lieux. L'expression politique du PS depuis un an et les développements de sa vie interne confirment que la "rénovation" s'inscrit dans le processus vers la liquidation du PS en tant que parti ouvrier, au service de la bourgeoisie française et accessoirement des... ambitions personnelles de Jospin. Depuis plus d'un an, la "rénovation" du PS s'est concrétisée par une défense acharnée du gouvernement Chirac-Juppé et de sa politique, et par un engagement sans précédent dans le combat contre la perspective du socialisme, en défense du mode de production capitaliste et de l'impérialisme. Bien entendu, le PS n'a pas encore été liquidé en tant que parti ouvrier. Mais de nouveaux coups importants lui ont été portés. L. Jospin à la direction du PS, aux côtés du PCF, des dirigeants des organisations syndicales s'est engagé autant que possible dans le combat contre le prolétariat et la jeunesse pour leur boucher toute perspective politique sur la ligne du combat pour le socialisme.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1995 : A LA RESCOUSSE DU GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

Le 17 octobre 1996, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont appelé à un grande action contre-feu, visant en fait à interdire le combat réel contre le gouvernement Chirac-Juppé. L. Jospin s'est fendu d'une lettre à leur intention dans laquelle il justifiait l'appel du PS à ses militants de participer aux manifestations prévues le 17 octobre. Il indiquait dans sa lettre :

> *"Cette démarche exceptionnelle dans la forme est dictée par l'urgence sociale que nous sentons monter de toutes parts dans le pays"* (Le Monde *du 17/10/96).* Il poursuivait : *"ce gouvernement "persiste dans une politique qui échoue, au nom de la lutte contre les déficits"* (Le Monde *du 17/10/96).*

Le 17 octobre 1996, les dirigeants des appareils syndicaux maîtrisaient totalement la situation sur une orientation de défense du gouvernement Chirac-Juppé. Dans ces conditions, le P.S. pouvait "exceptionnellement" appeler ses militants à participer.

Il en fut autrement en novembre-décembre 1995. Le Monde du 19/12/95 indiquait : *"Lionel Jospin n'a pas participé samedi 16 décembre, à la nouvelle manifestation syndicale contre le plan Juppé. Fidèle à sa position depuis le début du mouvement social, il a exprimé sa solidarité aux manifestants mais en veillant à ce que le Parti Socialiste ne soit pas engagé en tant que tel dans les défilés"*. L. Jospin déclarait "Quelle que soit l'importance d'un mouvement social — et celui-là est considérable — la vocation de la direction d'un grand parti politique de gauche n'est pas de s'y auto-dissoudre" (Le Monde du 19/10/95). Le Conseil National du P.S. du 16 décembre 1995 a approuvé sans opposition cette orientation. Pour arracherle retrait du plan Juppé de réforme-destruction de la Sécurité Sociale les masses étaient prêtes à engager le combat nécessaire pour chasser le gouvernement Chirac-Juppé. Un appel à manifester du PS, aussi édulcoré soit-il, aurait pu être interprété par le prolétariat et la jeunesse comme une possibilité de s'engager dans cette voie.

Pour sauver le gouvernement Chirac-Juppé, le PS, ainsi que le PCF, aux côtés des dirigeants des organisations syndicales

ouvrières, se sont acharnés à boucher toute perspective politique. Le 16 décembre 1995, L. Jospin déclarait qu'il fallait "*utiliser le temps d'opposition non seulement pour nous opposer — avec ce brin de systématisme qui rassure —, mais pour tirer des leçons du passé et pour préparer l'avenir*". L.Jospin entonnait ce qui allait être son credo : l'échéance c'est 1998, pour les élections législatives. En conséquence, le gouvernement Chirac-Juppé doit rester en place et sa politique réactionnaire s'appliquer, démocratie oblige ! De plus, en novembre-décembre 1995, le PS s'est constamment situé sur le terrain de la nécessité d'un "réforme" de la Sécurité Sociale comme l'avait expliqué L.Jospin lui-même lors de sa campagne électorale pour l'élection présidentielle. Alors que C.Évin approuvait la "réforme" présentée par Juppé, l'Humanité du 18/12/95 commentait ainsi la position de M.Rocard :

"Pour lui, on ne peut "abandonner l'objectif" de réfrme de l'assurance maladie — il ne manque aucune occasion de rappeler qu'il a "commencé cette politique" —, mais il ne faut pas le faire "à la trique". De son côté M. Aubry, toujours selon l'Humanité du 18/12/95 craignait *"que la méthode d'Alain Juppé ne "tue l'idée même de réforme" auprès de gens"*

L. Jospin n'a pu faire autrement que de rappeler à l'ordre C.Évin. Mais il n'en reste pas moins qu'il s'est engagé à fond pour aider le gouvernement Chirac-Juppé à se sauver du naufrage politique en novembre-décembre 1995. Quelques semaines après sa désignation comme premier secrétaire du PS, L. Jospin avait déjà démontré ce que signifiait pour ce parti la "rénovation" du PS : soutenir le gouvernement Chirac-Juppé, se porter à sa rescousse face au prolétariat et à la jeunesse.

AVEC CONSTANCE, DÉFENSE DU GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ...

Tirant un premier bilan de la première année du septennat de J.Chirac, Vendredi du 10/05/96, l'hebdomadaire du PS, titrait : "*Un an de Jacques Chirac à l'Élysée : la grande désillusion*". Vendredi ne faisait que reprendre les discours de L. Jospin depuis plusieurs mois : J. Chirac, la majorité RPR-UDF à l'Assemblée Nationale n'ont pas tenu leurs promesses électorales. Passant outre les attaques effectives du gouvernement Chirac-Juppé contre les masses, ce bilan analysait dans les termes suivants la politiques du gouvernement :

"une année de stagnation économique", "des déficits publics toujours élevés", "un politique de l'emploi inefficace", "une politique étrangère contractée", "une politique européenne hésitante", "une politique de défense contestable", "sécurité : une politique improvisée", "l'éducation : une politique de l'illusion", "mouvement social : incompréhension et mépris", etc.

Sur chacun des éléments du bilan, le PS se situait sur le terrain de la mauvaise gestion ou des erreurs commises par le gouvernement. Et de poursuivre qu'avec de bons gestionnaires, en 1998, en cas de changement de majorité à l'Assemblée Nationale, une autre politique serait possible. Pour le PS, il n'est pas question de remettre en cause le capitalisme. Les agressions dont les travailleurs et la jeunesse sont l'objet, la remise en cause de tous les acquis sociaux, l'abaissement du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail, le chômage, la remise ne cause des libertés démocratiques n'ont pas pour cause le capitalisme mais seulement les "erreurs" et les "injustices" du gouvernement Chirac-Juppé.

Sur cette orientation, présentant une motion de censure à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1996, L. Fabius déclarait :

"Vous avez multiplié les erreurs de politique économique en bloquant la croissance, par la lourdeur des prélèvements sociaux" (Vendredi *du 19/06/96) après avoir aussi dit, par exemple à propos de la réforme-destruction de la Sécurité Sociale. "assurément il convenait de réformer en profondeur le système et de maîtriser l'évolution des dépenses de santé. Mais votre méthode a été mauvaise, ainsi que plusieurs de ses aspects de fond"* (Vendredi *du 19/06/96)*

Lors de l'université du PS, tenue à La Rochelle début septembre 1996, L. Jospin avait menacé *"Le malaise est tel que, dans cette rentrée, je devrais m'exprimer avec une voix assez forte"* (Libération du 9/09/96). Mais il a tout de suite ajouté :

"il faut faire reculer le gouvernement, je vous appelle à ce combat", en poursuivant : "l'alternative commence maintenant. Ce n'est pas à trois mois des élections législatives qu'il faudra poser aux français la question de l'alternative. C'est dès maintenant que cette hypothèse doit pénétrer les esprits" (Vendredi du 6/09/96).

L. Jospin précisait : *"Je ne sais pas ce que veut dire "l'autre politique". Même si je comprends bien qu'en diabolisant ce terme, on veut interdire tout débat sur la politique économique"* (Vendredi du 6/09/96). Pour le PS, il s'agit au mieux de préparer "l'alternance" en 1998 et d'ici là de débattre avec le gouvernement. C'est dans les faits défendre le gouvernement Chirac-Juppé et par la même participer à l'application de sa politique réactionnaire.

... ET SOUTIEN A LA MISE EN ŒUVRE DE SA POLITIQUE

Quand il se radicalise, L. Jospin qualifie au plus la politique du gouvernement comme étant "injuste" et dénonce sa "méthode autoritaire". Mais dans les faits, le PS prend en charge toutes les attaques décisives que le gouvernement porte contre le prolétariat et la jeunesse. Il en est ainsi de la réforme-destruction de la Sécurité Sociale. À ce propos, L. Fabius déclarait à l'Assemblée Nationale le 1er octobre 1996 :

"Certes, vous avez engagé une réforme en matière d'assurance-maladie, reprenant d'ailleurs sur plusieurs points des propositions qui avaient été les nôtres et qu'à l'époque nous aviez combattues. Pour être objectif, je crois cependant qu'un changement culturel est en route en ce domaine et qu'il peur à terme donner certains résultats" (Vendredi du 4/10/96).

Il en est ainsi de la "réforme" de l'armée vers l'instauration de l'armée de métier, à propos de laquelle, le même L. Fabius déclarait à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1996 :

> *"Nous sommes convaincus pour notre part qu'au-delà de la nécessaire évolution de nos armées vers un plus grand professionnalisme, un service national plus court, profondément remanié, contribuerait à une défense moderne"* (Vendredi du 21/06/96)

Il en est ainsi aussi de la réforme-destruction de l'enseignement public. A ce propos, L. Jospin reprochait à F. Bayrou son "absence de vision et d'ambition" et de "se cantonner dans une gestion tiède de ce grand chantier" (Libération du 13/09/96).

Concernant la présentation du budget de l'État pour 1997, F.Hollande, porte-parole du PS a déploré :

> *"C'est le budget d'un gouvernement qui n'atteint pas l'objectif de réduction du déficit, qui bloque la dépense publique au risque d'asphyxier l'économie française, et qui ne procède à des allégements fiscaux que microscopiques et réservés aux plus favorisés". Mais il faut aussi ajouter le refus de L. Jospin de prendre clairement position pour l'abrogation des lois Pasqua, ou encore celui de prendre position sur la visite du pape en France en septembre dernier sous prétexte de ménager les "sensibilités".*

Comme le constatait Le Monde du 3/09/1996, en parlant du PS : *"Dès à présent, cependant, il ne semble guère en passe de trouver les chemins d'une politique économique véritablement différente, non seulement de celle suivie par le gouvernement actuel, mais aussi de celle préconisée, en d'autres temps, par Pierre Bérégovoy... L. Jospin se fait fort de préparer l'alternance, mais il n'en a pas encore défini le contenu".* En réalité, il est clair que si le PS revenait au pouvoir suite aux élections législatives de 1998, il ne ferait que se plier aux exigences du capital. Dans tous les domaines il chercherait à poursuivre la politique mise en œuvre par le gouvernement actuel, politique qu'il prend en charge aujourd'hui. Voilà pourquoi L. Jospin tarde à définir le contenu de "l'alternance".

CONVENTION SUR LA MONDIALISATION : DÉFENSE DE L'IMPÉRIALISME, COMBAT CONTRE LE SOCIALISME

La convention nationale du PS du 14 octobre 1995 a décidé de l'organisation de trois conventions thématiques en vue de l'élaboration du programme du PS qui doit être adapté lors du prochain congrès national fixé depuis peu pour novembre 1997. La première de ces trois conventions, intitulée "Europe, Mondialisation, France" s'est tenue les 30 et 31 mars 1996. Il est nécessaire d'en rappeler le contenu. Son objectif politique premier était d'enfoncer le clou sur un seul axe en martelant et en réaffirmant qu'il n'est pas question, dans un avenir proche et même lointain, de remettre en cause le mode de production capitaliste. Dans ce cadre, le PS a proclamé son alignement sur les positions de la bourgeoisie concernant la défense des intérêts de l'impérialisme français dans le monde et en particulier en Europe.

Réunissant les travaux de cette convention, Vendredi du 31 mai 1996 affirmait:

> *"La mondialisation est la réalité du monde d'aujourd'hui. En elle-même, elle ouvre beaucoup de perspectives positives. Mais la manière dont elle s'opère et dont l'Europe s'y insère inquiète légitimement les peuples de France et d'Europe".*

Dans le texte d'orientation adopté, le PS reconnaissait dans la mondialisation un "nouvel âge du capitalisme" ouvrant de nouvelles perspectives de développement pour l'humanité et cela pour des dizaines d'années. Il en résulte que pour le PS, objectivement, il n'y a pas d'autre possibilité que de s'inscrire dans ce processus tout en cherchant à le "réguler" face aux dérives du "libéralisme". En claire, cette convention avait pour objectif politique de mettre l'ensemble du PS au pas sur l'orientation : le capitalisme a encore en tant que mode de production un rôle progressiste ; la perspective du socialisme doit être repoussée aux calendes grecques et ne peut même plus être évoquée les dimanches et les jours de fêtes.

Avec cette convention, le PS en tant que tel, a accompli un pas décisif comme participant actif du combat contre les perspective du socialisme. Il s'est engagé ouvertement aux côtés de la bourgeoisie, dans le combat politique en défense de l'impérialisme, en présentant notamment la dislocation de l'URSS et la dislocation de la bureaucratie du Kremlin comme la matérialisation de la faillite du communisme. Par cette convention, L. Jospin a réussi à porter un coup important au PS en tant que parti ouvrier : en son sein, l'utilisation du terme "socialisme" lui-même est devenu tabou. Et c'est l'ensemble du PS qui s'est aligné sur cette orientation.

En effet, lors de la préparation de cette convention, le sénateur Mélanchon, le député Dray et le maire M.N. Lienemann ont présenté un amendement au nom de la Gauche Socialiste qui a recueilli plus de 40% des exprimés. Mais fondamentalement, cet amendement se situait sur la même ligne que celle de la direction du PS Son point de départ était aussi *"l'émergence d'une Europe unie peut permettre de valoriser les potentialités de la mondialisation tout en jugulant les tempêtes destructrices que les politiques libérales ont déchaînées sur le marché"* (Vendredi du 8/03/96). Au plus, cet amendement mettait un bémol au soutien apporté par le PS dans la mise en œuvre des accords de Maastricht en revendiquant la négociation d'un nouveau traité. Le score honorable réalisé par cet amendement ne s'explique pas par le fait qu'il ouvrait une quelconque perspective aux adhérents, en opposition à la prise en charge par le PS d'une orientation correspondants aux objectifs de la bourgeoisie. Tout simplement, voulant rappeler à L. Jospin qu'ils comptaient encore jouer un rôle au sein du PS, H. Emmanuelli et L. Fabius ont organisé un certain soutien de leurs partisans à l'amendement de la Gauche Socialiste.

CONVENTION SUR LES ACTEURS DE LA DÉMOCRATIE : DÉFENSE DE LA VÈME RÉPUBLIQUE, VERS LE CORPORATISME...

J. Lang a été chargé par L. Jospin d'impulser la préparation de la convention sur les "acteurs de la démocratie", la deuxième parmi les trois programmées, qui s'est tenue les 29 et 30 juin 1996. A cette occasion, une "innovation" a été introduite dans la méthode de préparation : *"des "assises citoyennes" auront lieu dans tous les départements, le 1er juin, avec la participation de représentants des autres forces de gauche et des écologistes"* (Le Monde du 9/04/96). En d'autres termes, l'orientation du pôle rénovateur consistant à rendre le PS *"plus poreux"* a été appliquée.

Les propositions préparées sous la houlette de J. Lang ont été adoptées par près de 93% des exprimés pour une participation de 42,8% des adhérents. En les présentant, L. Jospin a opposé le *"réalisme de gauche"* au *"modérantisme"* (Le Monde du 2/07/96). Sous ce vocabulaire ésotérique se cache une défense sans condition des institutions de la Vème république et un ensemble de propositions réactionnaires s'inscrivant totalement dans le développement de la participation, vers la réalisation des objectifs corporatistes de la bourgeoisie et de son combat contre les libertés démocratiques. Ainsi, parmi les propositions résumées par J. Lang lui-même dans Vendredi du 14/06/96, on trouve :

> *"éviter les vérifications d'identité abusives et les gardes à vue injustifiées" ; "combattre l'immigration clandestine par une lutte renforcée contre le travail clandestin et des reconduites à la frontière respectant les droits des personnes" ; "renforcer les prérogatives des conseillers du salarié, des délégués du personnel et des comités d'entreprise". L. Jospin résumait ainsi l'objectif du texte adopté : "faire de notre pays une démocratie moderne et vivante"* (Vendredi du 5/07/96).

... À PROPOS DE L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DE LICENCIEMENT

Selon la presse, l'une des mesures les plus radicales adoptée par cette convention, aura été le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, sous l'impulsion de la Gauche Socialiste. Lors de la convention, J. Dray a plaidé pour cette cause dans les termes suivants :

> *L'autorisation administrative de licenciement, par son existence, est un point d'appui pour les salariés pour pouvoir participer, de manière collective, à la discussion sur la vie de l'entreprise, sur sa stratégie. Elle oblige, à partir de là, le patron, celui qui prend la décision, à engager le dialogue. C'est bien cela que nous voulons, c'est effectivement à l'intérieur de l'entreprise que la démocratie peut exister et elle ne peut exister que par un dialogue social pour les conditions d'un contrat. Sinon nous assistons à ce que l'on a pu voir ces jours-ci : un patron décide, dans le transport aérien, sans qu'il y ait eu concertation, des charrettes de licenciements, des stratégies industrielles. Nous pensons justement qu'il doit y avoir discussion et que les organisations syndicales doivent avoir leur mot à dire."* (Vendredi du 5/07/96)

Les propos de J. Dray ont le mérite de la clarté. L'autorisation administrative de licenciement, instituée par le gouvernement Giscard-Chirac en 1975 n'est pas une conquête ouvrière. Elle n'a rien à voir avec l'interdiction des licenciements. Pour le PS, l'adaptation de cette mesure "radicale" poursuit un objectif : développer la participation, permettre une plus étroite association des dirigeants syndicaux à la prise en charge des plans de licenciements. Après J. Dray, L. Jospin pouvait alors ajouter, commentant cette proposition du PS : *"il leur faut [les patrons - NDLR] cesser d'utiliser les licenciements comme la seule variable d'ajustement possible"* (Vendredi du 5/07/96).

CONVENTION SUR LA REDISTRIBUTION : SATISFAIRE AUX EXIGENCES DU CAPITALISME FRANÇAIS

La troisième convention thématique sur la "redistribution", chargée de définir la programme économique et social du PS, doit se tenir les 14 et 15 décembre 1996. H. Emmanuelli, qui préside à sa préparation a fixé le cadre lors du Conseil National du PS du 21 septembre 1996. Il a alors déclaré : *"Changer de politique, c'est changer la hiérarchie des priorités dans le cadre de l'économie de marché, réaffirmer la nécessité de réguler socialement cette économie de marché"* (Vendredi du 27/09/96).
Le message est clair : chacun sait que l'économie de marché, c'est le capitalisme.

Pour préparer cette troisième convention, le PS a décidé de consulter. Parmi les personnalités auditionnées, Jean Gandois, président du CNPF, a été l'un des premiers reçus. Libération du 15/10/96 commente :

> *"Souriant, d'un commerce agréable, celui qui avait fait de Martine Aubry sa directrice générale-adjointe lorsqu'il était patron de Péchiney, a joué l'ouverture grand angle. Il a reconnu les dégâts sociaux de la mondialisation, s'est montré préoccupé du chômage des jeunes. Et même l'autorisation administrative de licenciement — réinscrite au programme des socialistes — ne l'a pas fait sursauter." Autre invité de marque, Roger Fauroux "qui présida la commission de réflexion sur l'école, fut, parait-il agréablement surpris de voir les socialistes opiner du chef lorsqu'il leur a parlé de déconcentrer le système éducatif "il croyait qu'on était encore à la solde des syndicats enseignants. C'est bien fini tout ça" rigole un socialiste."* (Libération du 15/10/96)

Lors de la première réunion d'élaboration du projet le 16 octobre 1996 L. Jospin *"a recadré les travaux, souhaitant un texte court, clair, politique, centré autour de sept à huit priorités"* (Le Monde du 19/10/96) et il ne cesse de rappeler : *"Nous ne promettons rien qui ne puisse être tenu"* (Libération du

21/10/96). De toute évidence, le programme en matière économique et sociale qui sortira de la convention sur la redistribution sera à l'identique de celui présenté par le candidat L. Jospin lors de l'élection présidentielle. Dans l'éventualité d'une nouvelle cohabitation en 1998, il se résumera à poursuivre contre les masses l'offensive engagée pour le gouvernement Chirac-Juppé, afin de satisfaire aux exigences du capitalisme français.

VERS UNE MISE AU PAS DU PS....

A l'occasion de la préparation de la convention sur la redistribution, les contributions émanant de différents courants, clans et cliques ou de fédérations ont fleuri. Les rocardiens, la Gauche Socialiste, le groupe Partages composé d'ex-fabiusiens, le poisson pilote de L. Jospin, J.C. Cambadélis, les ex-rocardiens d'Agir en socialiste ont déposé leur contribution. H. Emmanuelli a quant à lui les mains quelque peu liées en tant que grand ordonnateur de cette convention. Courant septembre, la Gauche Socialiste, les rocardiens, les fabiusiens, les partisans de Delors organisés dans les clubs Témoins, ont rassemblé leurs troupes. De toute évidence, les courants, clans et cliques n'ont pas disparu au sein du PS. Lors du Conseil national du 21 septembre 1996, où il a été question de mettre en application pour la désignation des candidats aux élections législatives, la mesure réactionnaire du quota de 30% de femmes candidates, les escarmouches entre les clans se sont multipliées. Mais dans l'immédiat, en s'élevant au-dessus d'eux, L. Jospin a réussi à mettre au pas les courants et les regroupements assimilés en imposant une sorte de trêve.

Le processus de "rénovation" tel qu'il s'est matérialisé au travers des conventions thématiques, autant dans leur contenu que dans la forme, a en grande partie satisfait aux exigences du "pole rénovateur" et des rocardiens à la pointe de la dénaturation du PS en tant que parti ouvrier. D'un autre côté, L. Jospin a conclu une paix armée avec son rival L. Fabius en lui laissant les coudées franches à la tête du groupe parlementaire du PS à l'Assemblée Nationale. L. Jospin et L. Fabius se sont mis d'accord pour la convocation du prochain congrès en novembre 1997. Les partisans du maintien du PS en tant que tel sont rassurés. Ils savent que L. Jospin a retenu le dernier message de F. Mitterrand à l'adresse des dirigeants du PS : la liquidation du PS poussée à son terme signifierait l'impossibilité de retrouver le chemin du pouvoir et de retourner aux affaires. A la tête du PS, le pratique de L. Jospin combine son ambition personnelle — devenir un jour président de la Vème République — qui lui impose de ne pas aller jusqu'au bout dans la liquidation même s'il le pouvait et la nécessité de s'engager plus à fond et plus ouvertement dans la défense de l'ordre bourgeois, dans l'immédiat celle du gouvernement Chirac-Juppé, en prenant part activement au combat politique contre la perspective du socialisme. Cette dernière orientation est en tant que telle un facteur considérable d'affaiblissement du PS en même temps qu'elle contribue à accentuer le désarroi politique du prolétariat et de la jeunesse.

Pour l'heure, tous les courants tendent à se rassembler derrière L. Jospin sur la perspective que le PS puisse reconquérir sa place politique lors des élections législatives de 1998, voir sur la possibilité de gagner ces élections. Derrière L. Jospin, ils se situent tous sur la même orientation de défense de l'ordre bourgeois, du capitalisme en crise. Lors de l'élection partielle de Toulon, après l'élimination du candidat du PS dès le premier tour, tous se sont ralliés, au nom de la lutte contre le Front National, à la ligne du Front Républicain, consistant à appeler à voter pour les candidats de "droite" (c'est-à-dire UDF et RPR) *"chaque fois qu'il y a opposition au second tour entre droite et extrême droite"* (Le Monde du 18/09/96).

... MAIS LES CONTRADICTIONS RESTENT

Placé à la direction du PS, L. Jospin a réussi à lui porter de nouveaux coups. Mais il n'a pas détruit le PS. Malgré son extrême dégénérescence, le PS reste un parti ouvrier-traître. Il reste le principal parti que le prolétariat et la jeunesse chercheront à utiliser, en l'absence d'autre possibilité, en particulier sur le terrain des élections, dans le combat contre la bourgeoisie et ses partis, pour chercher à s'ouvrir une perspective politique. Malgré la bouillie du Front Républicain, les masses savent distinguer entre leurs partis et les partis bourgeois. Avec tous les précautions à prendre en considérant les résultats d'une élection partiel0le, l'exemple de Gardanne est significatif. Une partie importante de l'électorat du PS a refusé de voter pour Bernard Kouchner, candidat bourgeois agent de l'impérialisme français sous couvert du "droit d'ingérence humanitaire", investi par la direction du PS, et s'est portée dès le premier tour sur le candidat du PCF, seul représentant d'un parti ouvrier, bien que traître lui aussi.

Ce que craint par-dessus tout le PS, ce sont les masses elles-mêmes. Quand elles entreront à nouveau en mouvement, après avoir assimilé le bilan de l'échec du mouvement de novembre-décembre 1995, quand se dessineront les contours d'une nouvelle étape de leur combat contre la bourgeoisie, elles chercheront à nouveau à utiliser le PS, à peser sur lui. Dès lors, les contradictions au sein du PS, contenues en période de relative accalmie, s'exprimeront à nouveau. La contradiction fondamentale au sein de ce parti, source des développements de nouvelles crises, restera l'opposition entre partisans de la liquidation et ceux d'un maintien du PS en tant que parti ouvrier.

30 octobre 1996

Depuis que cet article a été écrit s'est tenu le samedi 9 novembre 1996, un Conseil national du P.S. Jospin a fait voter un texte qui exclut plusieurs amendements en les déclarant en opposition! Vendredi du 15 novembre a publié le texte Jospin ainsi que les différents amendements proposés: ceux maintenus, ceux retirés. Les adhérents auront à voter. Finalement, la Convention nationale des 14 et 15 décembre 1996 se prononcera. Le prochain numéro de CPS analysera la "proposition économique et sociale" du P.S., les amendements et les nouveaux développements qui ont lieu dans ce parti.

ON NOUS COMMUNIQUE

La déclaration syndicale suivante a été adoptée par les sections du SNADGI-CGT et du SNUI d'Aix en Provence et contresignée en 48 heures par 350 agents des impôts, soit la moitié des effectifs en poste à la direction d'Aix en Provence. (le 1er octobre)

SNADGI-CGT - SNUI
sections d'Aix en Provence

Afin de traduire les préoccupations et aspirations exprimées par les collègues dans les réunions communes organisées en commun par nos sections, les sections du SNADGI - CGT et du SNUI soumettent aux agents l'appel suivant

APPEL AUX DIRIGEANTS DE L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS DES TRAVAILLEURS, DES CONFEDERATIONS SYNDICALES, DES FEDERATIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Une grève a été décidée par les dirigeants des fédérations de fonctionnaires pour le 17 Octobre.

Mais, une question se pose: sur quelle orientation?

Une revendication fondamentale s'impose aujourd'hui: aucune suppression de poste.

C'est d'une victoire sur cette revendication que dépendent toutes les autres: l'indexation des salaires sur les prix et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, le maintien des statuts et des garanties collectives.

Mais, gagner sur cette revendication exige de combattre et de vaincre le gouvernement.

Sur une telle orientation, nous sommes disponibles au combat.

Nous sommes en particulier disponibles pour une manifestation unie de tous les salariés à l'assemblée nationale contre le projet de budget 97 du gouvernement.

Dirigeants de l'ensemble des organisations des salariés, en particulier des Confédérations syndicales, des fédérations de la Fonction Publique:

Appelez ensemble à une manifestation nationale de tous les salariés, tous ensemble, à Paris, à l'Assemblée Nationale le jour de la présentation du budget sous le mot d'ordre:

A bas le budget du gouvernement!

(N.B. Cet appel faisait lui-même suite à un précédent appel signé massivement en juillet et septembre sur l'orientation du Front Unique des organisations syndicales pour la grève générale de la Fonction publique.)

PALESTINE : LE TALON DE FER

TERREUR EN PALESTINE

Le 25 septembre 1996, quatre mois après l'élection de Benyamin Netanyahou comme premier ministre d'Israël, l'armée israélienne ouvre le feu sur des manifestants près de Ramallah : cinq Palestiniens sont tués, des centaines blessés. Le lendemain, les affrontements s'étendent à Gaza et à l'ensemble de la Cisjordanie ; les manifestants affrontent l'armée israélienne qui utilise les chars d'assaut, les mitrailleuses lourdes, les hélicoptères Cobra. Selon Le Monde du 29 septembre :

> *« Les combats les plus durs, le plus grand nombre de morts (24) et de blessés (140) ont été relevés dans la bande de Gaza. Même scénario que la veille et le jour même à Ramallah, Naplouse et ailleurs. Des milliers de jeunes munis de pierres se jettent sur les barrages israéliens. Il y a des morts, il y a la foule qui hurle sa rage et son impuissance et puis un, deux, vingt policiers palestiniens laissent éclater la leur et ouvrent le feu. M. Arafat, paraissant suivre plutôt que précéder le mouvement, a ordonné à sa police armée de « protéger le peuple, la nation et les acquis des Palestiniens ». Mais, pour autant que l'on sache, cet ordre est tombé tard en fin de matinée, bien après que les tirs de riposte de ses hommes eurent commencé. »*

Le vendredi 27, d'autres combats ont lieu, en particulier à Jérusalem, sur l'esplanade des mosquées : en quelques minutes sont tués trois Palestiniens, des dizaines sont blessés.

Le détonnateur de ces affrontements, qui feront au total plus de 80 morts et 1 300 blessés, c'est la décision prise par B. Netanyahou d'ouvrir un nouvel accès à un tunnel touristico-religieux sous l'esplanade des mosquées à Jérusalem, décision ressentie comme une pure provocation par les Palestiniens. Les manifestations éclatent aussitôt ; elles prennent fin après trois jours de répression féroce. Le gouvernement israélien a refusé toute concession ; le tunnel restera ouvert.

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT

De manière quasi-unanime, la presse a fait porter la responsabilité de ces événements au gouvernement de Netanyahou, accusé de remettre en cause « les accords d'Oslo ». Ainsi l'éditorialiste de Libération du 28/09 explique-t-il que Netanyahou *« s'est employé avec constance, depuis son arrivée au pouvoir, à violer aussi bien l'esprit que la lettre des accords d'Oslo. »* Sous le titre : *« Les mauvais calculs de Benyamin Netanyahou »*, Le Figaro du lendemain commente : *« S'il avait voulu enterrer le processus de paix, B. Netanyahou n'aurait pas agi autrement. »*

De même la plupart des dirigeants des organisations ouvrières font-ils porter la responsabilité de cette situation au premier ministre récemment élu : *« Je pense que le gouvernement de M. Benyamin Netanyahou porte véritablement la responsabilité de ce qui se passe aujourd'hui »* affirme Jospin. La direction de la CGT lui fait écho en dénonçant *« le double langage du premier ministre israélien »* et en demandant la reprise d'une *« véritable négociation »* entre Palestiniens et Israéliens. Tous exigent l'application des « accords d'Oslo ». À leur suite, la LCR se soumet respectueusement à l'accord imposé par l'impérialisme américain et réclame *« le respect des accords conclus »*.

Sur cette base, un rassemblement « pour la paix et la justice en Palestine » est organisé le 27 septembre au Trocadéro à l'initiative du PS, du PCF, de la CGT notamment.

Il est un fait que depuis son élection comme premier ministre le 29 mai 1996, Netanyahou mène une franche offensive contre le peuple palestinien, en accord avec le programme pour lequel il a été élu et qui a été réaffirmé le 18 juin à la Knesset.

Ce programme est souvent résumé sous la forme d'un triple Non : non à un État palestinien (même sous la forme d'une série de confettis enclavés et contrôlés par l'État d'Israël) ; non à toute concession sur le plateau du Golan, fut-ce en échange d'un accord de paix avec la Syrie (d'où la formule : la terre contre la paix) ; non à la division de Jérusalem dont la partie Est conquise en 1967 est réclamée par Yasser Arafat, lequel se revendique des résolutions de l'ONU restées lettres mortes depuis trente ans.

Ce programme réaffirmé est présenté par le journal Le Monde (19/06) en ces termes :

> *« Le nouveau gouvernement promet la reprise des négociations - interrompues, au début de mars, par Shimon Pérès - « sans pré-condition », sauf que « la base de tout arrangement avec la Syrie sera la rétention de la souveraineté israélienne sur le Golan ». Conquis en 1967 et annexé en 1981, le plateau du Golan, dont la restitution totale est la première condition syrienne à la paix, héberge aujourd'hui une quinzaine de colonies juives qui « seront consolidées et développées » avec l'aide de l'État*
>
> *La poursuite, « le renforcement, l'élargissement et le développement » de la colonisation juive « sur les hauteurs du Golan, la vallée du Jourdain, la Judée, la Samarie et Gaza », c'est-à-dire dans tous les territoires encore occupés par Israël depuis la guerre de six jours en 1967, sont considérés par le nouveau gouvernement comme un objectif « d'intérêt national pour la défense d'Israël et une expression de l'accomplissement sioniste ». Le gouvernement « allouera, dans ces régions, les ressources nécessaires à cette entreprise » et*

il « sauvegardera ses ressources aquafères vitales sur le Golan et en Judée-Samarie » (Cisjordanie)

Si Yasser Arafat, chef de l'OLP et président élu de l'Autorité palestinienne autonome, souhaite continuer les négociations avec « Bibi » Netanyahou, il devra accepter ce programme. »

Les conditions sont claires : les Palestiniens sont libres... de vivre librement au sein des cages qui leur sont allouées.

« Le gouvernement d'Israël, indique l'article 7 du premier chapitre du programme de M. Netanyahou, proposera aux Palestiniens un arrangement aux termes duquel ils pourront conduire leur vie librement dans le cadre de l'autonomie. Le gouvernement s'opposera à l'établissement d'un État palestinien ou de toute autre souveraineté étrangère à l'Ouest du Jourdain » (Cisjordanie).

Le nouveau gouvernement s'opposera aussi au « droit au retour » de populations arabes sur n'importe quelle partie d'Eretz Israël (Grand Israël) à l'Ouest du Jourdain ».

Enfin, pour ce qui concerne « Jérusalem, la capitale d'Israël, une et indivisible, elle restera pour toujours sous la souveraineté d'Israël ». Jérusalem-Est, dont M. Arafat entend faire « la capitale » d'un « État indépendant », sera particulièrement surveillée. « Le gouvernement empêchera toute action opposée à la souveraineté exclusive d'Israël sur la ville. » Sont visées les visites de dignitaires étrangers à la Maison d'Orient, dernier symbole de la présence politique palestinienne et de l'OLP dans la partie arabe de la ville sainte.
Le choix proposé aux diplomates est le suivant : ou bien ils cessent les visites de haut niveau à la Maison d'Orient, ou bien ils seront responsables de sa fermeture. Le gouvernement israélien « allouera des ressources spéciales » au « Grand Jérusalem », qui s'étend bien au-delà des limites municipales, élargies en 1967, dévore déjà un bon cinquième de la Cisjordanie occupée et comprend une demi-douzaine de colonies-dortoirs réservées aux citoyens juifs. »

Les premières décisions sont conformes à ce programme du parti Likoud appuyé par les partis religieux : la colonisation en Cisjordanie est accélérée et le blocus de Gaza est maintenu, aggravant à l'extrême l'immense misère des Palestiniens. Le 27 août les forces israéliennes détruisent un immeuble palestinien à Jérusalem tandis qu'est annoncée la construction d'une nouvelle colonie de 1 800 logements en Cisjordanie.

Mais tout cela est-il fondamentalement nouveau ? Faut-il rappeler les massacres de Palestiniens perpétrés par le gouvernement Rabin puis le gouvernement Pérès, premiers ministres « travaillistes » ainsi que de la poursuite par ces gouvernements de la colonisation ? Faut-il rappeler les déclarations de Rabin en septembre 1993, lors de la signature de l'accord de Washington ? Concernant la sécurité, celle-ci « *reste entièrement entre nos mains* » affirmait-il ; « *aucune colonie ne sera démantelée* » et « *Jérusalem reste la capitale unifiée d'Israël et demeure sous notre souveraineté* ».
Qu'il y ait des différences entre la politique suivie par le gouvernement de Netanyahou et celle de ses prédecesseurs est une chose qui n'est pas sans importance ; mais accuser le seul Netanyahou, c'est masquer l'essentiel. Et le même Jospin qui critique aujourd'hui le gouvernement d'Israël apportait, le 15 avril dernier, un soutien sans fard à l'opération militaire conduite par le gouvernement de Shimon Pérès contre les Palestiniens réfugiés au Liban. Après le massacre de civils à Cana (18 avril) il trouvait encore le moyen de parler de la « *légitime défense* » exercée par le gouvernement israélien. Ce que masque Jospin et ceux qui tiennent le même discours, c'est qu'il n'y a pas de différence de nature entre le Likoud et le parti dit « travailliste » israélien, l'un et l'autre organiquement et historiquement liés à l'État d'Israël, à l'écrasement du peuple palestinien. La politique conduite par Netanyahou est conforme à la nature de l'État d'Israël, État que Jospin et ses pareils entendent protéger en ne critiquant que le seul Netanyahou et en valorisant la politique pro-américaine de Shimon Pérès.

La différence entre ces deux partis israéliens ne porte pas sur les « droits » du peuple palestinien : le parti Likoud et le parti travailliste sont fondamentalement d'accord pour interdire tout droit du peuple palestinien à récupérer sa propre terre. Ils sont d'accord pour écraser le peuple palestinien dès que celui-ci tente de résister. La différence porte sur le meilleur moyen d'assurer la pérénité de l'État d'Israël et la prise en compte - plus ou moins grande - des intérêts du protecteur américain.

La politique du gouvernement travailliste, la soumission de Yasser Arafat à cette politique, ont préparé le terrain à celle de l'actuel gouvernement. Ainsi lorsque Netanyahou est devenu premier ministre, le « bouclage » de Gaza et des territoires de Cisjordanie était déjà un fait. La politique du parti travailliste a consisté à utiliser la police de Yasser Arafat comme supplétif, comme gardien de ces gigantesques camps d'internement que sont devenus les territoires confiés à « l'Autorité » d'Arafat. Le parti Likoud, quant à lui, préfère utiliser directement sa propre police, son armée dans ces camps, là est la différence. Sous le titre : « *L'espoir bouclé des Palestiniens de Gaza - La zone autonome est devenue une vaste prison à ciel ouvert* », Libération du 5 octobre explique :

« Le bouclage prolongé des territoires, imposé par Israël après chaque attentat, a fortement contribué à changer l'état d'esprit des Palestiniens, transformant leur zone autonome non pas en espace de liberté, mais en vaste prison à ciel ouvert dans laquelle on compte désormais près de 70% de chômeurs. Un sentiment qui s'est accru avec la deuxième phase d'Oslo et l'extension de l'autonomie aux principales villes de Cisjordanie : avec les événements de la semaine dernière, les autorités israéliennes ont imposé un bouclage sans précédent, empêchant cette fois les mouvements entre villes et villages de Cisjordanie. Ainsi, chaque nouvelle étape du processus de paix a réduit, au lieu de l'accroître, l'espace de liberté des Palestiniens. »

Dans la bande de Gaza où s'entasse près d'un million de Palestiniens, c'est le chômage, la misère, l'absence d'hygiène et de services sociaux dignes de ce nom et l'interdiction d'en sortir. Gaza et les zones de Cisjordanie attribuées au contrôle de l'OLP, c'est le mouroir d'un peuple entier. La police d'Arafat est chargée de faire régner l'ordre dans ce mouroir.

UN ÉTAT OPPRESSEUR, SPOLIATEUR ET ARTIFICIEL

Nul ne peut oublier que l'État d'Israël a été construit par le fer et par le sang, avec l'appui de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, en écrasant le peuple palestinien. Dès 1948, 700 000 Palestiniens durent s'enfuir, leurs terres furent confisquées. Par la guerre et la terreur, en bonds successifs, l'État d'Israël s'est depuis étendu, contraignant des millions de Palestiniens à s'exiler ou à vivre, misérables et opprimés, sous la botte d'une armée d'occupation. Il n'y a pas « deux peuples pour une même terre » comme l'explique mensongèrement L'Humanité et tant d'autres, mais un peuple opprimé, écrasé, disloqué et un État colonisateur. Cet État ne peut exister sans le soutien financier, politique et militaire de l'impérialisme américain (une nouvelle aide de 3 milliards de dollars vient d'être décidée). Cet État est indispensable à l'impérialisme américain pour exercer son contrôle politique et militaire sur le Proche et le Moyen Orient, leurs formidables réserves pétrolières.

Pour les masses palestiniennes, il n'est possible d'en finir avec l'exil et l'oppression, de récupérer ses terres, qu'en combattant et détruisant l'État colonial. Aussi les masses palestiniennes n'ont-elles jamais cessé de combattre pour leurs droits nationaux, pour reconquérir leur pays.

Ainsi le 19 décembre 1987, la jeunesse de Gaza et de Cisjordanie a-t-elle engagé la terrible bataille de l'Intifada. Des milliers de Palestiniens sont tombés, tués par l'armée israélienne, d'autres blessés, emprisonnés, torturés. Officiellement, en six ans, plus de 120 000 Palestiniens sont passés par les prisons d'Israël, où la torture est « légalement » autorisée. C'est pour mettre un terme à ce combat légitime et sans cesse renaissant qu'a été signé l'accord de Washington.

L'ACCORD DE WASHINGTON, ACCORD DE TRAHISON

En 1991, l'Irak a été écrasé par l'armée américaine (avec l'appui des autres impérialismes). Aussi réactionnaire que fût la politique de Saddam Hussein, cette victoire impérialiste a représenté une défaite pour les masses arabes, palestiniennes en particulier. L'Intifada a alors reflué. Mettant à profit cette situation, le gouvernement israélien d'Itzhak Rabin a engagé des négociations avec l'OLP et Arafat, débouchant sur les « accords d'Oslo ». En réalité, il s'agit de l'accord de Washington, signé dans la capitale américaine le 13 septembre 1993, sous le contrôle exclusif du gouvernement des USA (parler « d'Oslo » permet d'oublier cette réalité-ci) : l'OLP, Organisation de Libération de la Palestine, renonçait à tout combat pour libérer la Palestine ; l'OLP obtenait la gestion administrative de Gaza et de quelques autres enclaves. La police de Yasser Arafat devenait supplétive de l'armée israélienne, chargée de contrôler les masses dans ces enclaves. Les exilés étaient abandonnés à leur sort. On laissait croire qu'ultérieurement un « État » palestinien serait mis en place : État croupion, inviable, constitué de fragments misérables où sont parqués les Palestiniens. Ce n'était qu'un leurre cauchemardesque. En attendant, la police d'Arafat agissait comme le gourdin d'Israël au sein des enclaves, multipliant arrestations arbitraires et liquidation des opposants. L'OLP apparaissait clairement pour ce qu'elle avait toujours été : une organisation nationaliste petite-bourgeoise profondément réactionnaire. Mais parce qu'elle avait capté, des décennies durant, l'aspiration des Palestiniens à la libération de leur pays, l'accord de Washington constituait une trahison et leur mise en œuvre un nouveau coup contre les masses palestiniennes. La jeunesse palestinienne se détourna de l'OLP au profit d'organisations tout aussi réactionnaires, tel le Hamas.

PAX AMERICANA

Pour les USA, cet accord visait à stabiliser les rapports politiques dans la région : faire avaliser aux États arabes de la région, inféodés aux USA, la liquidation définitive de la Palestine au profit d'Israël. Cela impliquait de la part d'Israël quelques menues concessions : une pseudo-autonomie pour quelques fragments territoriaux, un règlement de la question du Golan avec la Syrie. Le gouvernement « travailliste » d'Itzhak Rabin était chargé de mettre en œuvre cette « pax americana ». Mais pour une masse croissante de colons israéliens, toute concession aussi minime soit-elle est inacceptable. Ils ont conscience que jamais les peuples palestiniens et arabes n'accepteront le fait colonial israélien. Aussi les colons, avec le Likoud et les partis religieux, entendent-ils aller le plus loin dans la réalisation du Grand Israël, chasser et pourchasser les Palestiniens de toute la région, dût l'accord de Washington en pâtir. Ce qu'a exprimé le vote en faveur du Likoud et des partis religieux, l'élection de B. Netanyahou, c'est la volonté que les Palestiniens soient expulsés des territoires occupés, et au-delà si possible. C'est l'exigence de poursuivre le plus loin possible l'expulsion du peuple palestinien commencée en 1948.

UN PEUPLE EN CAGES

De 1993 à 1996, les accords de Washington ont permis de cadenasser le peuple palestinien, de le désarmer politiquementÊ; les Palestiniens appellent Gaza « la cage ». Les territoires prétendument autonomes sont autant de cages où sont enfermés les Palestiniens. La mise en œuvre de ces accords a facilité la nouvelle offensive israélienne.

Le 4 novembre 1995, un jeune israélien répondant aux « instructions de Dieu » tue le premier ministre « travailliste » Itzhak Rabin. Shimon Pérès lui succède. Aux élections de mai 1996, Shimon Pérès était le candidat soutenu par Clinton. Mais la majorité des électeurs israéliens a voté pour le Likoud et son programme offensif. De fait, Israël a une certaine autonomie par rapport à son parrain américain. Aussi désappointé soit Clinton, celui-ci ne peut cesser d'apporter un

soutien inconditionnel à Israël et Israël n'a d'autre avenir que de mener une guerre incessante et impitoyable contre le peuple palestinien.

Certes, la marge de manœuvre du nouveau gouvernement n'est pas sans limite, compte tenu des liens étroits entre les États-Unis et Israël : celui-ci a besoin de l'appui militaire et financier des États-Unis. Mais ceux-ci ont aussi besoin de lui et, à plusieurs reprises dans le passé, les gouvernements israéliens ont prouvé qu'ils pouvaient engager des actions contre la volonté du gouvernement américain, comme lors de la participation d'Israël à l'opération de Suez en 1956.

Une récente interview d'Y. Shamir à L'Humanité du 25 juin indique dans quel cadre se situe la politique de Netanyahou dont il est le maître à penser ; l'ancien premier ministre explique crûment pourquoi il n'y a pas d'autre issue que la guerre et pourquoi il est nécessaire d'aménager des moments de paixÊ:

> *« Nous savons très bien que la société arabe n'a jamais, jusqu'à ce jour, accepté l'existence de l'État d'Israël. Ils savent qu'il est difficile de le liquider mais mentalement ils le rejettent. Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas essayer quand même de faire la paix. D'ailleurs c'est moi-même qui ait commencé en 1991. Parce que c'est ainsi : on est entouré d'Arabes et on ne peut pas être tout le temps en guerre si on veut se développer et faire venir de nouveaux immigrants juifs. Il y a quatre millions et demi de juifs en Israël, ce n'est pas assez. Il en faut beaucoup plus pour se défendre contre la vague arabe. Il faut faire venir ici la majorité des treize millions de juifs qu'il y a dans le monde. C'est à cela que nous travaillons et c'est pour cela qu'il faut faire la paix. »*

Mais pour installer ces nouveaux colons, il faut des terres.

> *« Il nous faut un minimum. Les Palestiniens, eux, n'ont pas besoin de territoires et ils n'ont pas besoin non plus d'un État : ils ont la Jordanie. »*

Et quand le journaliste lui rappelle son passé de terroriste, il répond tranquillement : « *Oui, mais alors c'était normal.* » Si on lui objecte que les Palestiniens peuvent dire la même chose, il réplique :

> *« Alors c'est la guerre. S'ils veulent la paix, ils doivent accepter un compromis. Et la base de ce compromis, c'est qu'Israël appartient au peuple juif. C'est ainsi parce que nous avons vaincu. (...) ce qui compte, c'est d'être gagnant. (...) ce qu'il faut, c'est être le plus fort. »*

C'est dans ce cadre que se situe la politique de Netanyahou. Après l'afflux massif d'une récente vague d'immigrants, il s'agit de préparer la guerre.

Aussi Clinton a-t-il manifesté quelque dépit de la défaite électorale de son poulain, bien qu'il sache que le Likoud est tout aussi pro-impérialiste (par ailleurs, une fraction de la bourgeoisie américaine et de ses dirigeants soutenait le Likoud).

PRÉPARATION À L'AFFRONTEMENT

Les dirigeants des États arabes ont parfaitement compris le sens de l'élection de Netanyahou. Dès le 21 juin, la plupart d'entre eux se réunissaient au Caire avec l'objectif de faire pression sur les États Unis : que ces derniers exercent à leur tour toute la pression souhaitable à l'égard du gouvernement israélien.

Le 25 juin, Waren Christopher, secrétaire d'État américain se rend en Israël pour rencontrer le nouveau premier ministre : de toute évidence, il n'obtient rien.

Le 8 juillet, c'est au tour de Netanyahou, qui se rend à Washington pour rencontrer Clinton. Là encore, le premier ministre israélien se montre inflexible, et Bill Clinton en est fort marri.

La veille de son voyage, Netanyahou avait nommé Ariel Sharon ministre des « infrastructures nationales » ; à elle seule, cette nomination vaut programme. Sharon est connu pour avoir, entre autres, ordonné en 1982, les bombardements de Beyrouth et fait que les milices phalangistes pussent rentrer dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila où, en toute impunité, elles ont procédé au massacre systématique de centaines de femmes, d'enfants et d'hommes.

Comme l'indique Le Monde :

> *« A la tête d'un ministère qui comprendrait l'administration des terres, la voirie, la gestion des carrières, la construction en zone rurale, les routes de contournement des agglomérations palestiniennes à Gaza et en Cisjordanie occupées, le réseau routier et ferroviaire, le commissariat à l'eau et plusieurs autres administrations telles que le développement national, celui du Neguev et de la Galilée, on peut compter sur M. Sharon pour, comme il le précise lui-même, « préparer Israël pour l'an 2 000 ». Israël, dans l'esprit de l'ancien général, inclut bien évidemment tous les territoires arabes conquis en 1967, occupés et colonisés depuis. »*

Le programme est aussitôt mis en œuvre : le 27 août, c'est la démolition d'un immeuble palestinien de plusieurs étages construit avec des dons internationaux pour héberger une crèche, un centre pour handicapés et une maison de retraite à Jérusalem-Est. C'est un choix fortement symbolique, voulu comme tel. Le même jour est annoncée la construction d'une nouvelle colonie de 1 800 logements.

Pour Arafat et l'OLP, la situation est intenable : ils avaient tenté de justifier aux yeux des masses palestiniennes l'accord de Washington en prétendant qu'il y avait ainsi l'ébauche d'un futur État palestinien. Désormais plus personne ne peut croire à une telle fiction, même sous la forme d'un pseudo-État, d'un État-croupion.

Yasser Arafat appelle donc à une grève générale pour la journée du 29 août et à un rassemblement de masse, pour la prière du vendredi, sur l'esplanade des mosquées... Cela n'émeut pas outre mesure Netanyahou, qui rencontre Arafat le 4 septembre et annonce, le 18 septembre, un nouveau programme de colonisation : 1 800 nouveaux logements pour 10 000 colons.

De toute évidence, ce que cherche le gouvernement israélien, c'est de faire monter les enchères jusqu'au point où, acculé, Yasser Arafat prendra l'initiative de la rupture des négociations, de la rupture de l'accord de Washington. Mais les capacités de capitulation d'Arafat paraissent sans bornes : le même 18 septembre, il accepte de rencontrer le ministre israélien de la défense pour discuter de l'évacuation partielle de Hébron, qui était prévue en mars, par l'armée israélienne. Jusqu'alors, Arafat avait affirmé qu'il n'était pas question de renégocier cette partie de l'accord. Ce n'est plus le cas.

> *« Acceptez-vous de modifier les accords conclus concernant Hébron ? » fut-il demandé, mercredi soir, à Yasser Arafat. « Le comité de suivi mettra tous les détails en œuvre... » répondit celui-ci. « Mais acceptez-vous... ? » s'entêta un journaliste. « Ce que j'ai dit est clair » répliqua le chef de l'OLP. »* (Le Monde 20/09)

Arafat avale toutes les couleuvres, y compris l'annonce le même jour de :

> *« la confiscation, pour raisons de sécurité, de nouveaux terrains palestiniens en plein cœur de Hébron, afin de percer, jusqu'à l'intérieur de l'antique casbah arabe, une route reliant la grande colonie juive de Kiryat Arba aux trois sites de peuplement juif installés au cœur de la ville. Plusieurs maisons palestiniennes devront être détruites pour faire place à cette route, qui sera « réservée », selon l'armée, aux colons et aux soldats israéliens chargés de les protéger, sur le modèle de l'autre route « réservée », symbolisant l'introduction d'une sorte d'apartheid, qui a été inaugurée entre le « bloc » de Goush Etzion et Jérusalem il y a une semaine. »* (Le Monde 20/09)

Aussi le gouvernement Netanyahou accentue-t-il la pression

exercée : dans la nuit du 23 au 24 septembre, il fait ouvrir un nouvel accès à un tunnel touristique qui débouche en plein quartier musulman. Il connait le caractère parfaitement provocateur de cette décision. Une nouvelle fois Arafat appelle à une« grève générale des commerçants »... Mais cette fois, tournant le dos à ses protestations platoniques, c'est la population palestinienne, les jeunes en particulier, qui réagit : spontanément, des manifestants prennent à parti la police israélienne. Le même jour, des heurts violents opposent l'armée israélienne

> *« dans la ville arabe occupée de Hébron à plusieurs centaines de Palestiniens, qui manifestaient pour obtenir des autorités d'occupation la réouverture de l'antique souk, fermé d'autorité par Israël en février 1994, après le massacre de 29 Palestiniens par un colon juif, Barouch Goldstein. Le souk est revendiqué au titre de « propriété juive » par les 450 colons installés autour du site, en plein cœur de cette ville de 120 000 habitants arabes. Tsahal qui, selon les accords signés avec l'OLP, aurait dû se redéployer hors de la ville il y a six mois, y a récemment renforcé sa présence et la tension ne cesse de monter. »*

Puis, trois jours durant, les manifestations contre l'occupant israélien se multiplient. L'armée israélienne se déchaîne :

> *« Le bain de sang qui en a résulté paraît hors de proportion. Les forces israéliennes ont ouvert le feu sans sommation sur des gamins armés de cailloux ; elles ont pénétré à l'intérieur des enclaves autonomes palestiniennes ; quand la police de Yasser Arafat a riposté, Tsahal a déployé blindés et hélicoptères de combat. S'il avait voulu enterrer le processus de paix, Benyamin Netanyahou n'aurait pas agi autrement. »*

Mais il faut le répéter : cette « paix » n'était qu'une paix impérialiste, la paix des cimetières et des camps pour un peuple en cage, un temps de répit permettant l'arrivée d'une nouvelle vague de colons et la préparation de nouvelles offensives.

RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES

Le 29 septembre, Clinton convoque à Washington Netanyahou et Arafat, ainsi que le roi Hussein de Jordanie. Ce que souhaite Clinton, c'est une suspension des affrontements (au moins jusqu'aux élections américaines) en attendant de trouver un éventuel compromis entre son protégé - Israël - et les États arabes de la région, vassaux de l'impérialisme américain.

Ce sommet se tient selon les « règles de Dayton » appliquées lors des négociations sur la Bosnie : un silence total est imposé aux participants jusqu'à la fin. Les autres impérialismes, dont l'impérialisme français, ont été tenus à l'écart de cette réunion en dépit des récriminations françaises et des demandes des régimes arabes qui souhaiteraient desserrer l'étau israélo-américain. Mais les Etats-Unis entendent conserver leur mainmise sur la région et ses ressources.

De ce sommet, aucun accord n'en résulte, si ce n'est la décision de reprendre les discussions à Erez, à la frontière de Gaza, le 6 octobre.

À la recherche d'un point d'appui, Yasser Arafat s'adresse à Chirac pour demander « la présence de l'Union européenne aux entretiens qui auront lieu » à Erez entre l'Autorité palestinienne et Israël. Mais l'Union européenne n'a pas de politique commune en la matière, d'autant que les Américains font clairement savoir qu'ils ne souhaitent pas que les Européens leur mettent des bâtons dans les roues.

Un voyage de Jacques Chirac au Proche Orient, à partir du 19 octobre, est l'occasion pour l'impérialisme français de reprendre pied dans la région en mettant à profit les difficultés (relatives) du gouvernement américain : moyennant d'importantes concessions financières à la Syrie (effacement d'une partie de la dette syrienne) et de l'acceptation du rôle que - de facto - la Syrie joue au Liban, Chirac reçoit un accueil chaleureux à Damas.

Un incident, à Jérusalem, entre le service d'ordre israélien et Jacques Chirac ainsi que quelques déclarations sur « les Palestiniens devenus un peuple sans terre » permettent à Chirac de se donner à bon compte la posture d'un chef d'État soucieux des droits du peuple palestinien. Bien évidemment, ce qui intéresse Chirac - qui ne se préoccupe pas plus des droits du peuple palestinien qu'il ne prend en compte les droits des travailleurs immigrés en France - c'est une « place politique » pour l'impérialisme français et ce sont les contrats qui en découlent. Par ailleurs l'impérialisme français entend également préserver la sécurité de l'Etat colonial israélien.

Tous les gouvernements des États impérialistes, tous les régimes qui leur sont inféodés, soutiennent Israël. Il en est de même de tous les partis social-démocrates et des partis ex-staliniens aujourd'hui en décomposition qui défendent l'accord de Washington au nom de « la paix ». Or la paix exige avant tout la destruction de l'État d'Israël en tant qu'État colonial, gendarme de l'impérialisme au Proche Orient (de même, celle des États artificiels du Liban et de Jordanie).

De cela, Arafat ne veut pas. Si, au plus fort des combats de fin septembre, une partie de ses policiers a été « entraînée » et a retourné ses armes contre l'occupant israélien, pas un instant les chefs de sa police n'ont cessé de collaborer avec les autorités israéliennes. Représentation politique de la faible bourgeoisie palestinienne, l'OLP ne veut pas rompre avec l'impérialisme. L'OLP pas plus que le Hamas ou autres organisations du même type ne peuvent ouvrir d'issue politique aux classes exploitées, à la jeunesse palestiniennes. Pour les masses palestiniennes, le prolétariat et la jeunesse, il est vital de s'organiser indépendamment de la bourgeoisie palestinienne, des bourgeoisies arabes et de leurs gouvernements, des impérialismes.

En présentant l'impérialisme français comme un possible recours face à l'offensive israélienne et à l'impérialisme américain, Arafat rajoute un peu plus de confusion politique. Aucune bourgeoisie - impérialiste ou compradore - , aucun parti lié à l'une quelconque de ces bourgeoisies ne peut aider les masses palestiniennes, bien au contraire. La question d'un parti ouvrier est une question fondamentale.

LE PROLÉTARIAT PALESTINIEN A À CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER , SES SYNDICATS, UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Dans son combat, le prolétariat est entravé depuis des décennies par l'absence de parti ouvrier, par l'absence de syndicat. Le peuple palestinien est composé de classes : sa bourgeoisie, même faible, d'autant plus qu'elle est faible, est soumise aux autres bourgeoisies arabes, à l'impérialisme. Elle tend à faire allégeance à l'État colonial israélien pour peu que celui-ci lui ménage une place, si petite soit-elle. Faute de représentation politique indépendante, le prolétariat palestinien demeure soumis à cette bourgeoisie au travers de l'OLP, organisation nationaliste petite-bourgeoise. Un tel parti ouvrier doit permettre au prolétariat palestinien de se constituer en classe pour soi. De même le prolétariat doit-il construire ses syndicats qui lui permettent de se défendre à l'égard des patrons palestiniens tout autant qu'à l'égard des patrons israéliens. Le fait que ce prolétariat soit la plupart du temps réduit au chômage, ou ne soit généralement employé que dans de minuscules entreprises (la plus importante de Gaza, appartenant à un bourgeois palestinien, exploite une centaine d'ouvriers), ne change rien à l'affaire.

Mais un tel parti a besoin d'un programme. Il ne peut se construire que sur une orientation de rupture avec la bourgeoisie palestinienne tout autant que de combat pour en finir avec l'État colonial. À cette condition le prolétariat peut offrir une issue aux masses palestiniennes, à toutes les couches exploitées. Un tel parti devra en particulier combattre pour une Constituante palestinienne, le peuple palestinien ayant récupéré son pays, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais pour préciser à chaque moment et impulser un tel programme, pour permettre à un tel parti ouvrier de jouer pleinement son rôle, de regrouper l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne. Le combat pour un parti ouvrier n'émancipe pas du combat pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

En dernière analyse, pour les masses palestiniennes, il n'y a d'autre issue que dans la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire palestinien qui lie la lutte contre l'État d'Israël à la lutte du prolétariat contre le capitalisme, pour le gouvernement et le pouvoir ouvrier.

En particulier, le mot d'ordre de Constituante palestinienne ne prend tout son sens que s'il est situé sur la ligne de la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan de toute la Palestine, seul gouvernement capable de résoudre la question nationale parce que résolvant la question sociale. Un tel combat s'inscrit nécessairement dans la perspective des Etats-Unis Socialistes du Proche et du Moyen Orient.

Il appartient au prolétariat et à la jeunesse de chaque pays, en France en tout premier lieu, de combattre pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales, CGT et FO, FSU, ex-FEN et UNEF(s), aux partis ouvriers bourgeois tels que le PS et le PCF qu'ils cessent leur soutien éhonté aux « accords d'Oslo » (c'est-à-dire à l'accord de Washington), à l'impérialisme, à l'État d'Israël qui pratique le terrorisme permanent contre les masses palestiniennes, les travailleurs et la jeunesse palestiniennes.

MAI-DÉCEMBRE 1996 : LE PCF PRÉPARE SON 29ÈME CONGRÈS

Convoqué pour la fin de l'année, du 18 au 22 décembre 1996, le 29ème congrès du PCF a été l'objet d'une préparation inhabituelle par sa durée comme par ses modalités ; celles-ci sont à mettre en relation avec l'enjeu de ce congrès et avec la période politique dans laquelle il s'inscrit.

UN PARTI À LA DÉRIVE

De même que le congrès précédent, ce 29ème congrès est fondamentalement cadré par la dislocation de l'URSS et l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin. L'URSS est morte. Quant à la bureaucratie du Kremlin, au sens rigoureux du terme, elle n'existe plus : en Russie, en Ukraine, dans les autres États de l'ex-URSS, les différentes fractions qui ont résulté de l'éclatement de cette bureaucratie ont constitué des partis restaurationnistes, et sont les chrysalides d'une nouvelle bourgeoisie.

Or l'appareil Stalinien international - dont le PCF était une des pièces majeures avec le PC italien - était constitué en défense de la bureaucratie du Kremlin ; on se souvient du célèbre *«Staline a raison»* affiché par le PCF en 1939, au moment du pacte germano-soviétique. Si, par la suite, certains de ces partis manifestèrent quelques "critiques" à l'égard de la politique du Kremlin (par exemple, en 1968, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie) , la caractéristique du PCF et des autres PC était leur constante subordination au Kremlin.

Pour tous les PC, la chute du mur de Berlin en 1989, l'effondrement des différents régimes bureaucratiques à l'Est de l'Europe, puis la dislocation de l'URSS et l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin a marqué un tournant historique. Pour ces partis, c'est d'un tremblement de terre qu'il s'est agit.

Chacun a tenté d'abord de se raccrocher à l'une des fractions qui apparaissaient dans le cadre de la dislocation de la bureaucratie du Kremlin. Le PCF, par exemple, s'est raccroché à la fraction dite "conservatrice". Mais tout a évolué très vite et sur le fond toutes les fractions sont sur une orientation restaurationniste.

En Italie, la "svolta", le grand virage, a été entrepris par le PCI lors de son 29ème congrès, en mars 1990, quelques mois après la chute du mur de Berlin. Toutes les références antérieures qui subsistaient ont été passées par dessus bord, sigle inclus.

En 1991, ce parti a éclaté : le courant majoritaire a constitué le PDS (lequel a demandé son adhésion à la II_me Internationale) tandis que le courant minoritaire constituait Rifundazione Communista. Aujourd'hui ces deux partis ont un rôle complémentaire indispensable à l'existence du gouvernement bourgeois dirigé par Prodi : l'un participe à ce gouvernement tandis que l'autre soutient de l'extérieur.

Le PCF représente, en apparence, une autre manière de s'adapter à la dislocation de la bureaucratie du Kremlin. Formellement, l'étiquette "communiste" est conservée, au moins jusqu'à ce jour. De même, l'unité apparente de l'organisation a été préservée, mais les courants qui s'y expriment ouvertement représentent les mêmes orientations divergentes que celles qui, en Italie, se retrouvent au sein du PDS et de Rifundazione.

Sur le fond, le développement politique est analogue à celui du PDS italien : il s'agit de prendre en charge, clairement, la défense du capitalisme en cessant de s'encombrer de toute référence, même lointaine, au socialisme, en combattant jusqu'à l'idée même de socialisme. C'est également un parti en crise, à la dérive, qui a officiellement perdu plus de la moitié de ses adhérents en une douzaine d'années, qui cherche une place mais qui n'en trouve pas : en France, à la différence de l'Italie, la place du parti social-démocrate est occupée par le Parti Socialiste. C'est dans ce cadre que le 29ème congrès du PCF est convoqué pour la fin décembre 1996. Il doit permettre des avancées décisives dans le rejet des références théoriques anciennes et l'adoption d'un programme défendant ouvertement l'ordre bourgeois.

UNE PARODIE DE DÉMOCRATIE

Pour préparer ce 29ème congrès prévu à la fin de l'année 1996, un premier Comité national s'est tenu les 20 et 21 mai 1996 (Comité national étant la nouvelle appellation de ce qui était le Comité central). D'emblée, une double innovation marque cette préparation :

- une enquête commandée à la SOFRES, et publiée dans L'Humanité sert à cadrer le débat ;
- l'adoption d'une méthode prétendument plus démocratique pour préparer ce congrès, analogue à celle utilisée par le P.S. : avant tout rapport préparatoire à ce congrès, les adhérents sont invités à discuter sur la base de questions correspondant à des thèmes.

Pour faire passer cette méthode nouvelle de préparation d'un congrès, le Comité national décide de "consulter" les adhérents sur la procédure envisagée, afin que ceux-ci apportent leur caution. Après avoir ainsi "consulté" pour la forme les adhérents sur cette méthode, le "Comité national" des 19, 20 et 21 juin adopte les textes des cinq questions. La présentation qui est faite de ces textes dans L'Humanité est remarquable : cha-

que question est en fait une batterie de questions (26 interrogations pour la première "question" entrelardées d'affirmations.
En outre, le texte de chaque question est lui même précédé d'une "présentation" chargée d'éclairer le lecteur, ainsi que d'un résumé des débats sur cette question. Ensuite, chacune de ces questions est suivie d'un texte intitulé : *«le sens de la réflexion du Comité national»* ; ce dernier texte, remplissant plus d'une page du quotidien, explique comment comprendre les questions et comment y répondre ; et tout cela, au nom du débat démocratique.....

L'ordre lui-même des questions ne doit rien au hasard ; ainsi la première question (*«A quoi sert le Parti communiste ?»*) est considérée par ses auteurs *«comme la question centrale (...) à laquelle toutes les autres questions sont subordonnées»* . La présentation affirme *«l'identification du communisme à l'humanisme et à la démocratie»* . La réponse étant ainsi donnée, on peut livrer le texte de la question : *«A quoi sert le Parti communiste ? Comment doit-il concevoir son rôle afin d'être pleinement utile à notre peuple ? Quelles sont les raisons qui le conduisent à identifier communisme, humanisme et démocratie ? (...) ce choix est-il bon pour combattre et dépasser le capitalisme ? (...)»* .

Après quoi est publié *«le sens de la réflexion du Comité national»* : *«Le Comité national attire l'attention sur les implications de ce choix de l'humanisme et de la démocratie (...) le choix de la démocratie n'est pas le choix de la facilité, c'est celui de l'exigence, de l'appel à l'effort des citoyens, des peuples, de nous-mêmes»* c'est à dire : de nouveaux sacrifices imposés à la classe ouvrière et à la jeunesse pour que survive le capitalisme.

Cette méthode est anti-démocratique à plus d'un titre : L'absence de rapport brise toute cohérence à la discussion, cette absence de cohérence étant renforcée par la fragmentation des questions. Elle permet d'introduire dans le débat les propositions les plus réactionnaires au détour d'une des innombrables interrogations ou dans l'un des commentaires adjacents. Et c'est ensuite au nom d'un débat ainsi organisé que sera adopté, 4 mois plus tard, un rapport pour le congrès censé refléter un avis majoritaire. Ainsi, d'octobre à décembre, les adhérents vont amender et voter non pas un rapport présenté par la direction sortante mais un rapport qui est censé représenter un avis déjà majoritaire dans l'organisation, sans bien sûr qu'il y ait eu le moindre vote. C'est un sommet dans la manipulation.

Cette méthode soulève quelques protestations, en particulier de la part du courant "conservateur". Ainsi Auchade s'inquiète de *«risque de parcellisation des débats»* comme il s'interroge sur l'enquête SOFRES publiée par L'Humanité *«s'agit-il d'une consultation ou d'une manipulation ? »* .Mais tous les courants vont s'inscrire dans le dispositif ainsi adopté, qui est en réalité parfaitement cohérent dans son projet.

« ÉVITER ÉTATISME ET COLLECTIVISME »

La cohérence de l'ensemble de ces documents est rétablie si l'on part de la troisième "réflexion" : au nom du *«rejet du stalinisme, du totalitarisme»* , il s'agit de poursuivre le combat du stalinisme en tirant à boulets rouges contre l'État ouvrier et le parti bolchevik :

> *«Le 28ème Congrès est invité à une réflexion plus poussée sur les conceptions qui ont sous-tendu, des décennies durant, les visions de la société, de la révolution, du socialisme et du rôle d'un parti révolutionnaire. L'étatisme, le dirigisme en étaient la clé de voûte, l'égalitarisme et la subordination des individus le corollaire. Or, le système étatique ne laisse-t-il pas se perpétuer une triple aliénation à l'égard des moyens de production, des pouvoirs et des savoirs ? (...)*
>
> *Marx avait mené en son temps une critique acérée contre les doctrinaires qui prétendaient normaliser et moraliser la société par décret d'Etat. Il s'était attaché à comprendre le mouvement réel dans ses contradictions. Il y a découvert la possibilité historique du dépassement des sociétés de classe, d'un communisme dans lequel «le libre développement de chacun conditionne le libre développement de tous ». Ses théorisations vivantes les plus avancées ont été ensuite largement laissées en friche, dénaturées ou prises à contresens. Le "marxisme-léninisme" a façonné, pour des générations, une vision de la Révolution schématisée en un catalogue de « lois » qui se prétendaient science de l'histoire. L'énoncé de principes définitifs, d'étapes, d'une visée de la Révolution d' un "grand soir" d'abolition y a remplacé l'élucidation de questions qui allaient se révéler décisives en ce seuil de bouleversements historiques où se joue le devenir humain. La mutation communiste a déjà son histoire. L'abandon de la notion de dictature du prolétariat en 1976 lance le projet de socialisme à la française démocratique et autogestionnaire. La voie est ouverte pour se dégager du système des conceptions codifiées par la IIIème Internationale : marxisme-léninisme, parti-guide, centralisme démocratique»* .

Le texte reprend ici les discours bourgeois les plus éculés, l'assimilation *« étatisme, égalitarisme, stalinisme »*. Bien évidemment, Marx est appelé à la rescousse... pour remettre sur la table le brouet ranci de l'anarchisme. En appeler à Marx contre "l'étatisme", contre l'État ouvrier, la dictature du prolétariat, est une remarquable escroquerie. Mais la tâche actuelle du PCF, c'est d'utiliser tout son appareil, tous ses moyens de propagande, pour propager l'obscurantisme politique dans la classe ouvrière et la jeunesse.

La révision théorique est donc systématique ; le PCF ne doit *pas «privilégier les intérêts d'une classe particulière»* ; de *«nécessaires transformations»* sont *«à faire prévaloir pour dépasser les contradictions de classe et progresser»* ; et, contre ceux qui *«évoquent la nécessité d'aborder la question : propriété collective des grands moyens de production et d'échange, le Comité national propose de réfléchir dans une approche nouvelle des relations entre pouvoirs, gestion et formes de propriété afin d'éviter étatisme et collectivisme »*

.

L'objectif est donc tracé : le PCF doit devenir un parti qui combat ouvertement contre l'expropriation du capital, contre l'État ouvrier, l'économie planifiée et la propriété étatique, un parti qui combat publiquement contre le socialisme.

« DÉPASSER LE CAPITALISME »

«Dépasser le capitalisme» , telle est aujourd'hui la formule fétiche des dirigeants du PCF, formule ambiguë à souhait mais qui ne résiste guère à l'analyse. Certes, disent-ils, il y a *«crise»* et l'on va *«vers une société plus dure, plus injuste»* , mais la raison n'en est pas la crise du capitalisme pourrissant, car *«pourtant existent des possibilités»* . La raison en est le *«choix de classe des milieux dirigeants de l'économie et de l'État»* . Le capitalisme a donc encore un avenir, avec d'autres choix possibles... Si les textes du PCF sont plus "enveloppés" , parfois volontairement moins clairs que ceux du PS, ils n'en sont pas moins sur la même ligne. Ainsi de la "mondialisation" qui recèle, comme pour le PS, des aspects positifs, sous réserves d'autres choix politiques... et cela sans exproprier le Capital :

> *«Cette internationalisation ne peut-elle être porteuse que de négatif ? Les progrès formidables dans les possibilités d'échanger, de coopérer, de partager les recherches ne pourraient-ils pas contribuer à un nouveau développement au niveau de la planète ? Faut-il admettre comme une fatalité qu'ils soient aujourd'hui imprégnés par la logique des marchés financiers avec son cortège de chômage massif et durable, de déréglementation, de dislocations, de destructions, de privatisations et de mise en concurrence sauvage des salariés et des peuples ? Cela ne découle-t-il pas de choix politiques, de choix de gestion ? (..)*
>
> *Nous pensons que d'autres choix politiques peuvent défaire ce que des choix politiques ont fait. La question n'est pas de nier les réalités de l'internationalisation des économies. Elle est d'opposer aux ravages destructeurs de la "mondialisation" actuelle une autre mondialisation : une "mondialisation-coopération" au service du co-développement des peuples. (...*
> *)*
> *C'est bien le choix de société qu'il s'agit ; Et le choix que proposent les communistes est celui du dépassement du capitalisme, celui du dépassement "tout-argent" pour "tout-humain"».*

Mais quelles propositions concrètes ? Durant le débat préparatoire, Paul Boccara explique :

> *«Il ne s'agit pas de répéter la formule -juste- de "dépassement du capitalisme" mais de faire des propositions concrètes pour des débuts de dépassement effectif». Il avance une proposition précise, un «projet de dépassement du marché du travail capitaliste et de sa précarité. Il s'agirait de construire un nouveau type de plein-emploi et de pleine activité, en allant vers l'instauration d'une "sécurité d'emploi ou de formation"» .*

C'est le très réactionnaire projet visant à affecter chaque travailleur à un bassin d'emploi et de formation, le travailleur étant déplacé d'une entreprise à l'autre au gré des besoins, ou mis en chômage-formation si nécessaire, tous les acquis et statuts étant liquidés et le travailleur devant effectuer durant sa vie un certain nombre de décennies de travail : s'il a été mis en chômage-formation, l'âge de la retraite en sera reporté d'autant...

Ce projet ultra réactionnaire est repris dans le texte adopté en juin par le comité national du PCF, sous la forme d'une *«autre conception du salaire»* , laquelle intégrerait le temps «libre» , celui de formation, d'activités sportives... *D'autres propositions vont fuser pour «dépasser le capitalisme» , dont une «réforme du système d'enseignement (...) liée aux mesures à prendre pour permettre un nouveau type de plein-emploi, de pleine activité, avec alternance emploi-formation» .*

Concernant la Sécurité sociale, il ne s'agit pas d'abroger la loi et les ordonnances mais de s'insérer pleinement dans le plan Juppé. *«Dépasser le capitalisme»* , c'est aussi avancer...vers sa cogestion : *«davantage de responsabilités, de participation des salariés aux décisions concernant leur travail, l'utilisation de l'argent».*

17-18 OCTOBRE : UN RAPPORT DE SYNTHÈSE

On comprend ainsi la raison du dispositif retenu pour préparer le congrès : y compris le compte-rendu assez précis des débats permet d'introduire comme élément de préparation au congrès les propositions les plus ouvertement réactionnaires, qui n'engagent d'abord que leur auteur. Ensuite, la discussion préparatoire de juin à octobre va permettre à la direction de "tester" ces propositions, de voir jusqu'où elle peut aller ; selon le cas, elle atténuera (provisoirement) , camouflera davantage ou développera très vite si cela est possible.

Le texte qui est adopté lors du C.N. des 17 et 18 octobre est donc sensiblement différent de l'ensemble des textes présentés en juin à la discussion : nettement plus court, il est construit sur un schéma plus traditionnel : après la description de la situation objective (1ère partie) il présente l'orientation politique du PCF (2ème partie) avec la question des échéances électorales de 1998 puis, dans une dernière partie, le fonctionnement du parti lui-même. C'est un rapport synthétique qui élague nombre d'aspects initialement soulevés, tempère quelques formules trop brutales dans leur nouveauté, et développe largement deux axes politiques : la cogestion et la remise en cause du droit au travail et au salaire. Un large préambule donne le cadre général de ce rapport.

PRÉAMBULE À LA COGESTION

La cogestion est une orientation fondamentale du PCF qui constitue le principal leitmotiv du document soumis au congrès ; le préambule à ce document est lui même organisé pour aboutir à cette orientation. Il commence par rappeler l'ampleur du virage programmatique en cours engagé au 28ème congrès .

> *«nous avons décidé de devenir un parti communiste d'un nouveau type : un parti qui identifie la société pour laquelle il agit, la voie pour y parvenir (...)».* Cette société dont le PCF fixe l'objectif n'est en aucun cas le socialisme : *«il s'agit bien d'une mutation au sens où notre conception de la société et du monde, de la révolution, de notre rôle n'est plus celle qui, longtemps, inspira notre action»* .

C'est un rejet complet d'un *«modèle de pensée (...) qui instituait comme réalité déterminante de l'évolution de la société la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, la classe exploiteuse et la classe exploitée»* . Dans ce modèle que le PCF rejette désormais, *«la classe ouvrière avait pour mission historique (...) d'abolir le capitalisme»* et de transformer la société *«en société socialiste, puis communiste. Ce qui impliquerait la conquête puis l'exercice du pouvoir d'État par le parti politique de la classe ouvrière, le Parti communiste, et d'alliés regroupés autour de lui»*

Dans cette présentation de l'orientation ancienne, on était déjà aux antipodes du marxisme : il n'y est nullement question de destruction de l'État bourgeois ni d'instauration de l'État ouvrier mais de *«conquête»* du *«pouvoir»* d'État, ce qui signifie : respecter l'État bourgeois, instrument fondamental de défense du capitalisme (État qui ne peut avoir d'autre fonction que la défense de l'ordre bourgeois, qui est "dictature de la bourgeoisie" même sous la "forme" la plus démocratique). Aussi ce pouvoir est-il exercé avec des *«alliés»* dont le document oublie de préciser qu'il s'agit non seulement d'alliés "ouvriers" tels que la social-démocratie mais d'alliés bourgeois comme le MRP ou le parti Radical : on se souvient des combinaisons gouvernementales de 1946 (PCF-SFIO-MRP) ou de 1981 (PS-PCF-Parti Radical dit "de gauche").

Bien évidemment de telles combinaisons gouvernementales sont des obstacles sur la voie qui mène au socialisme mais le fait que l'orientation ancienne du PCF faisait référence, pour la forme, au "socialisme" et au "communisme" signifiait que le PCF ne pouvait jouer son rôle dans la classe ouvrière qu'en se référant - même frauduleusement - au socialisme, au communisme, à la Révolution d'Octobre ; cette dernière était encore vivante dans la conscience ouvrière parce que l'URSS existait encore : État ouvrier dégénéré, accaparé par la monstrueuse bureaucratie stalinienne, mais État où le capitalisme avait été exproprié et où les rapports de propriété issus de la Révolution d'Octobre survivaient.

Avec la dislocation de l'URSS et la restauration du capitalisme, tout change pour le PCF, qui en conclut que *«ce modèle de pensée (...) a échoué»*. Le PCF qui n'a cessé tout au long de son histoire de soutenir la bureaucratie stalinienne, explique aujourd'hui que c'est l'État ouvrier, l'expropriation de la bourgeoisie qui sont les fautifs :

> *«L'étatisme a fait la preuve qu'il ne peut pas accomplir cette mission. Historiquement, il a eu pour clé de voûte le dirigisme et pour corollaire le nivellement et la subordination des individus. Loin d'abolir l'aliénation à l'égard des moyens de production, des pouvoirs, des savoirs, il les a maintenus sous une autre forme. Il a également rendu possible cette dénaturation monstrueuse de l'espérance d'Octobre 1917 que fut le stalinisme».*

Le PCF est ainsi parfaitement cohérent avec tout son passé : des décennies durant, il a qualifié de "socialisme" ce qui en était la négation, il a été le porte-parole officiel de la bureaucratie du Kremlin qui détruisait le l'intérieur, comme un cancer, ce qui restait de l'État ouvrier. Le processus étant arrivé à son terme, il poursuit son combat en accusant *«l'étatisme»* d'être responsable de la faillite de l'URSS. Sous le terme attrape-tout *«d'étatisme»* il confond volontairement des réalités, des notions radicalement différentes :

- la construction d'un État ouvrier en place de l'État bourgeois, appareil d'État indispensable à la défense des conquêtes ouvrières ; (ainsi la construction de l'armée rouge sous la direction de Trotsky permit de sauver la Révolution d'Octobre attaquée de toutes parts par les armées française, anglaise, américaine et japonaise unies pour venir au secours des Gardes blancs) .

- la confiscation par l'État ouvrier des banques, des grands moyens de production et de transport, leur étatisation, la mise en place d'une économie planifiée et du monopole du commerce extérieur, qui sont des conquêtes fondamentales pour la classe ouvrière.

- la prise du pouvoir par la bureaucratie. Cette bureaucratie fut l'expression de l'arriération de l'économie russe, de l'isolement et de l'encerclement de la Russie soviétique organisés par les États impérialistes ; la destruction des moyens de production, et du prolétariat russe lui même, résultant de la guerre civile imposée par les Gardes blancs aidés des États impérialistes, généra la bureaucratie

Le terme *«d'étatisme»* - source de tous les maux - permet au PCF de réaliser plusieurs tours de passe-passe : il permet de mettre sur le même plan des États de nature différentes (État ouvrier et État bourgeois) ; il fait porter à l'État ouvrier lui-même la responsabilité de son échec alors même que cet "échec" est dû à l'action conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne (avec l'appui du PCF) ; il permet une politique de protection du capitalisme sous couvert de le *«dépasser»*.

DÉPASSER LE CAPITALISME PAR LA COGESTION

Ayant affirmé comme point de départ le prétendu échec du "modèle" issu d'Octobre 1917, de "l'étatisme" , s'étant *«dégagé non seulement du modèle soviétique, mais d'une conception de la révolution symbolisée par un grand soir»* , la direction du PCF avance sa perspective : *«le dépassement du capitalisme implique le dépassement de tout ce qui le constitue, et notamment de toutes les formes de domination sur la société et l'individu»* . Pour les auteurs de ce document, ce qui constitue le capitalisme ce n'est pas la propriété privée des moyens de production, l'exploitation du salariat, l'extorsion de plus-value par la bourgeoisie : ces notions sont absentes du texte. L'essentiel, ce sont *«les formes de domination»* . L'exigence fondamentale n'est donc pas de mettre fin à la propriété privée des moyens de production et à l'esclavage salarial : *«Les rapports d'association, de coopération (...) sont devenues des exigences majeures»* .

Ces notions ne doivent pas être comprises comme ayant une signification de classe telle que : association des travailleurs, coopération ouvrière... Cela, *«qui constituait aussi la classe ouvrière comme seule classe révolutionnaire»* est à l'imparfait. Aujourd'hui, ce sont des exigences majeures *«pour l'humanité, des nécessités pour le travail et la société»* . En clair : l'association Capital-Travail, la cogestion à tous les niveaux. Et le préambule d'enfoncer le clou : *«Association, partage, mise en commun, coopération, intervention, concertation : ces exigences prennent, en effet une vitalité inédite (...)»*. Ce sont là les valeurs du christianisme social qui exige de la classe ouvrière de nouveaux sacrifices (le *«partage»*) pour que le système capitaliste perdure. Pour la direction du PCF, «ce choix de l'humanisme et de la démocratie» signifie combattre les aspirations de la classe ouvrière. Les adhérents du PCF sont donc avertis des difficultés : *«le choix de la démocratie n'est pas le choix de la facilité, c'est celui de l'exigence, de l'appel à l'effort, à l'initiative, à la créativité des citoyens, des peuples, de nous-mêmes».*

D'AUTRES « CHOIX » SONT POSSIBLES.....

Après avoir fait le tableau de la situation à laquelle se trouvent confrontés un nombre croissant de travailleurs : remise en cause des acquis et du pouvoir d'achat, chômage, immense misère sur la plus grande part de la planète... la première partie du rapport en donne les causes : non pas le système capitaliste lui-même mais *«une logique, des choix qui pervertissent et bloquent les possibilités»* . D'autres choix seraient donc possibles tout en respectant le système lui même. Ainsi la mondialisation, au lieu d'être guidée par de mauvais choix (*«qui mettent les salariés et les peuples en concurrence»*) peut elle être améliorée par *«d'autres choix pour des relations mondiales de codéveloppement et non de guerre économique».*

Le rapport n'explique pas comment on peut convaincre le capitalisme de cesser d'être capitaliste, il suffit de répéter dix fois la même chose. L'Europe ? C'est *«une illustration de la façon dont les choix des forces capitalistes créent de «nouvelles contraintes internationales»*. C'est un "processus ultracapitaliste" . Le chômage ? *«Ce sont des choix, ceux de la rentabilité financière, qui tuent l'emploi dans notre pays»* . etc., etc... Mais comment en finir avec ces *«choix»* dictés par la nature même d'un système en crise, historiquement dépassé, si ce n'est en mettant fin à l'anarchie capitaliste par l'expropriation générale des moyens de production, donc par la destruction de son bouclier - l'État bourgeois - et la construction de l'État ouvrier ? Mais le PCF rejette totalement cette perspective. Il s'agit d'assurer la survie du système en associant les travailleurs à ces *«choix»* imposés par le système lui même, en associant donc les travailleurs à leur propre exploitation :

> *«La coupure entre décideurs et exécutants s'aggrave au moment même ou elle apparaît davantage dépassée. Bridée, étouffée, réprimée dans de nombreuses entreprises, l'exigence d'être entendu, respecté, d'avoir voix au chapitre s'affirme de plus en plus»* .

C'est au nom de ce discours, de cette soi disant *«exigence»* que le PCF avance son projet

« LE PROJET DU PARTI COMMUNISTE »

Tel est le titre de la partie centrale du rapport. Cinq *«orientations majeures»* sont avancées. En fait trois d'entre elles consistent pour l'essentiel à faire des propositions pour aller le plus loin possible dans la politique de participation-concertation vers la cogestion. Des droits nouveaux sont exigés pour les salariés, en particulier pour contrôler les mouvements financiers :

> *«Ces droits doivent impliquer la transparence et l'information sur les mouvements de fonds. Fonds accordés pour l'emploi et la formation : nous préconisons la création de comités de contrôle locaux et départementaux de ces fonds. Fonds des entreprises et des institutions financières : qu'ils proviennent des résultats de l'entreprise ou du crédit, les salariés, les comités d'entreprise doivent être informés et pouvoir intervenir sur leur utilisation. Ils doivent disposer d'un droit suspensif des plans de licenciements permettant de proposer d'autres solutions.*
>
> *Sans ces droits nouveaux, l'engagement de donner la priorité non plus à la rentabilité financière des capitaux mais au progrès social et humain se réduirait à une déclaration d'intention sans effet, car aucun moyen n'existerait pour intervenir dans les lieux où se prennent les décisions concernant l'orientation de l'argent. À l'époque où des milliards transitent en temps réel à travers le monde entier, ce sont ces pou-*

voirs nouveaux qui permettront de mettre fin à l'opacité et au «droit divin» du capital sur les mouvements financiers. Dès maintenant, dans l'action quotidienne - notamment pour l'emploi - des pas en avant peuvent être franchis dans la conquête de ces droits qu'une politique nouvelle devra établir et garantir. Il s'agit, aux yeux du Parti communiste, de l'une des mesures essentielles, constitutives d'une politique de gauche.» (orientation n°1).

Cette orientation ressemble à l'exigence - légitime - du contrôle ouvrier, mais elle en est, en réalité, la négation. Toute la classe ouvrière aspire à l'ouverture des livres de compte, au contrôle de l'ensemble de la production, et encore plus fortement à l'époque des monopoles. Mais cette exigence du contrôle ouvrier n'a de sens que comme revendication transitoire posant la question du pouvoir, la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, l'expropriation des moyens de production. Il y a près de 60 ans, le Programme de Transition précisait que dans cette perspective *«le contrôle ouvrier deviendra l'école de l'économie planifiée»*, une préparation à la discussion de l'industrie nationalisée (sans indemnité ni rachat).

« UNE APPROCHE NOUVELLE DE L'APPROPRIATION SOCIALE... »

À l'inverse, pour le PCF, ces pseudo-droits exigés s'inscrivent comme moyen de prolonger la vie du capitalisme, par le combat contre *«l'étatisme»* et *«le collectivisme»* . Et si quelques nationalisations sont envisagées (avec indemnité), c'est comme appui aux entreprises privées, au capitalisme français. Telle est le sens de "l'orientation" n°3 :

"Se dégager de la domination du capital financier implique un rôle moteur et donc une tout autre importance du secteur public et des entreprises nationales, dans une conception profondément rénovée et démocratisée ; Cela exige aussi, pour l'ensemble des entreprises - dont les formes de propriété doivent être diversifiées dans le cadre d'une nouvelle mixité à prédominance publique et sociale - de nouveaux pouvoirs des salariés et des collectivités publiques nationale et locales, donc de nouvelles institutions dans les entreprises et le pays ; cette conception d'une démocratisation et d'une décentralisation, de critères nouveaux de gestion et de droits d'initiative et de contrôle pour les salariés et les collectivités publiques permet une approche nouvelle de l'appropriation sociale des moyens de production et d'échanges qui se dégage de l'étatisme et du collectivisme".

« UN NOUVEL ÂGE DE LA DÉMOCRATIE »

Le même axe est longuement développé dans la cinquième proposition (*«un nouvel âge de la démocratie»*) ;

«C'est de conquête qu'il est ici question. Conquête au présent de droits et pouvoirs nouveaux (...) À la racine de tout, nous plaçons la transparence et des droits et pouvoirs nouveaux de regard, de contrôle, d'intervention, de décision des salariés, des citoyens, de leurs élus permettant de contester au capital le "droit divin" qu'il s'arroge sur l'orientation de "son" argent ; le plein exercice et la conquête de libertés et droits syndicaux s'inscrit dans cette exigence. Il s'agit de l'intervention dans l'économie, dans les gestions, sur les lieux de travail - on ne peut pas avoir la République dans la société si on a la monarchie dans l'entreprise - et dans toute la société : de l'essor d'une véritable démocratie de participation, à vocation autogestionnaire, donnant des droits et pouvoirs réels d'intervention et de décision aux citoyens dans toutes les affaires qui les concernent. Cela implique une réforme des institutions et de l'État (...)».

En tant que telle, toute cette orientation cogestionnaire qui vise à impliquer chaque salarié et les syndicats ouvriers dans la gestion du capitalisme, est profondément réactionnaire : elle vise à limiter, à entraver, le combat de la classe ouvrière, à étouffer toute expression indépendante de classe au nom d'une solidarité patron-salariés dans l'entreprise, solidarité classe exploiteuse - classe exploitée à travers un Etat réformé. Mais une telle orientation, si elle était effectivement mise en oeuvre de manière généralisée, ne saurait suffire à assurer la survie du capitalisme en crise.

Cette politique de cogestion n'est pas un but en soi mais un moyen : briser la résistance de la classe ouvrière aux offensives de la bourgeoisie, au développement de la flexibilité, de la polyvalence, de l'annualisation du temps de travail (globalisé sur une année voire sur une vie entière), du chômage...

En clair : la cogestion doit permettre une baisse massive de la valeur de la force de travail, une reconstitution significative du taux de profit. Tel est l'objectif (autre chose est d'y parvenir) . L'orientation de cogestion s'articule donc avec la seconde grande orientation du rapport remettant en cause la notion même de travail et de salaire.

« UNE SÉCURITE EMPLOI-FORMATION »

Pour avancer cette exigence, le rapport s'appuie sur une réalité - la précarité du travail, le chômage - mais il cache l'essentiel : le chômage d'une fraction importante de la classe ouvrière, la formation d'une armée industrielle de réserve, est une conséquence du mode de production capitaliste ; qui plus est, le chômage est nécessaire au fonctionnement du capitalisme. La bourgeoisie ne cherche pas à réduire le chômage mais tout au plus à diminuer son coût social, économique et politique, compte tenu des acquis du prolétariat. Elle cherche surtout à ce que cette armée de chômeurs en réserve soit totalement soumise au capital. C'est l'organisation de cette armée industrielle de réserve que propose le PCF, les travailleurs étant invités à librement s'y engager :

«Il s'agit d'assurer à toutes et à tous un emploi, une formation liée à l'emploi. Et aussi de prévoir, d'organiser, de garantir le passage des salariés, tout au long de leur vie de travailleurs, dans différentes activités - emploi, formation, participation à la recherche, à la formation des autres, notamment des jeunes - avec un revenu correspondant à leur qualification et évoluant en fonction de celle-ci».

Le chômage, la polyvalence, l'annualisation du temps de travail sont ainsi maquillés, de même que l'on déguisera la contrainte en libre consentement :

«...le passage, que nous proposons, du salarié dans différentes activités doit être concerté avec les salariés ; librement consenti. Elle doit n'impliquer aucune régression dans leurs revenus et leurs droits ; permettre à chacune et à chacun une maîtrise accrue de sa vie, tout en créant les conditions les meilleures pour un développement des nouvelles technologies.» .

Évoquer le maintien des *«revenus»* et des *«droits»* est dès lors une mystification puisque la mise en place de ce dispositif implique de liquider d'abord les garanties collectives et conventions en place. Dans ce texte est donc développé largement un axe qui était noyé dans le fatras des textes - questions - commentaires du mois de juin :

«Nous proposons ainsi un type nouveau de plein-emploi et de pleine activité, avec beaucoup plus de temps consacré à la formation, mais aussi disponible pour la vie culturelle, familiale, sociale et démocratique. Il va de pair avec une réduction significative du temps de travail sans perte de salaire, impliquant l'adoption d'une loi-cadre complétée par des négociations dans toutes les branches d'activités pour aboutir, selon les spécificités et les possibilités, à une réduction plus grande encore, jusqu'à 30 heures par semaine.» .

Bien évidemment sont systématiquement omis de ce texte l'exigence du maintien de la définition hebdomadaire du temps de travail, le refus du travail posté, du travail de nuit et de week-end, de l'annualisation - flexibilité.

C'est une remise en cause générale de la notion même du travail, de l'exigence du droit au travail qui est ici avancée. Cela va de pair avec *«la nécessité d'une autre conception du salaire»*. Mais comme la proposition vise à liquider purement et simplement quelques uns des acquis fondamentaux de la classe ouvrière, les plus anciennes revendications sur lesquelles elle s'est constituées comme classe - la journée de 8 heures, le droit au travail, un salaire défini par le temps de travail, les conventions collectives - ce texte *«audacieux»* utilise des formules alambiquées. L'objectif est néanmoins clair : aider le Capital . C'est ce qu'indique la fausse question posée à propos de la mobilité *«concertée avec les salariés»* :

«n'y a-t-il pas là un moyen de faire face aux fluctuations de la demande et de la production dans le cadre d'une organisation des passages du salarié, tout au long de sa vie de travailleurs, dans différentes activités : emploi, formation, participation à la recherche, à la formation des autres, notamment des jeunes ?».

En outre, Boccara se charge, à longueurs d'Humanité, de préciser pour ceux qui ne voudraient pas comprendre que ce qu'il appelle *«formation»* n'est rien d'autre que du chômage déguisé, ayant la même fonction. Tel est l'essentiel d'un texte qui aborde ensuite, assez longuement, la question des échéances législatives de 1998.

« QU'ALLONS-NOUS FAIRE EN 1998 ? »

Telle est la question posée, qui sous-entend d'abord qu'est exclue l'éventualité de chasser Chirac-Juppé, la majorité RPR-UDF sans attendre cette échéance. Pour le PCF, il s'agit d'aider la majorité RPR-UDF à gouverner . Ainsi a été présenté, le 16 octobre, un projet de loi par les députés du PCF qui, sous couvert de fixer la durée légale du travail à 35 heures, introduit (article 3) :

«la régulation des fluctuations des débouchés et de la conjoncture par la mise en formation des salariés dans la sécurité des revenus» .

Sans attendre la ratification de ses projets réactionnaires par son prochain congrès - belle illustration de la soi-disant démocratie - la direction du PCF passe de la théorie aux travaux pratiques. C'est sa manière de préparer l'échéance respectée de 1998.

Pour cette échéance la majorité RPR-UDF redoute une débâcle électorale. Elle s'attend à ce que les travailleurs votent en masse pour le PS et, de manière complémentaire, pour le PCF. Celui-ci se prépare à toutes les éventualités : il envisage ouvertement la formation d'une nouvelle mouture - respectueuse de Chirac - d'union de la gauche mais il se laisse le choix, si possible et si nécessaire, de mener une campagne de division afin de permettre la réélection d'une majorité de députés RPR-UDF (ou de limiter le plus possible une majorité vraisemblable de députés PS-PC). Il avait ainsi procédé, de l'automne 1977 à 1981, et permis trois années de prolongation à la majorité de députés bourgeois. Le prétexte qui sera éventuellement utilisé pour cette campagne de division est déjà donné : ce sera le thème de la monnaie unique ; mais en attendant, la direction du PCF n'entend pas se lier les mains par un texte voté : le congrès de décembre ne décidera rien. Le texte est construit de manière à laisser toutes les possibilités ouvertes . Il est ainsi présenté :

«L'échéance de 1998 et le comportement que notre parti devrait adopter en cas de défaite de la droite occupe bien évidemment une place importante dans la discussion. L'urgence de changer réellement de politique est partout exprimée, mais la difficulté d'y parvenir est fortement ressentie. Des communistes pensent qu'en état de cause nous ne devons pas participer au gouvernement (...) D'autres, à l'inverse, estiment que (...) nous ne pourrons pas faire autrement que d'y participer. L'opinion qui se rencontre le plus fréquemment est qu'en toute circonstance notre parti doit faire face à ses responsabilités, et que, comme l'indique le texte proposé par le Comité national, la question «Des ministres communistes, oui ou non ?» Va de pair avec une autre : "Pour faire quelle politique ?" la préoccupation la plus partagée est de ne pas refaire ce qui a échoué, de ne pas, cette fois, décevoir l'espoir».

VIEILLE GARDE ET MOUCHE DU COCHE

Tout au long de la préparation de ce congrès se sont publiquement exprimées des divergences, des courants opposés. Chaque partie du rapport au congrès est précédée d'une brève présentation des positions alternatives. Deux ailes principales se dégagent : d'un côté une "vieille garde" attachée au maintien des références formelles antérieures, de l'autre (avec Herzog en particulier) une aile soucieuse d'aller le plus vite et le plus loin possible dans l'abandon de toute référence à la classe ouvrière et à ses revendications. Fondamentalement, ces deux ailes se situent en défense de l'ordre bourgeois, mais divergent sur les moyens les plus efficaces. La "vieille garde" redoute particulièrement de perdre tout contrôle sur la classe ouvrière. Un an à peine après le mouvement de novembre-décembre, la majorité de l'appareil est également attentive à ce risque d'une nouvelle vague : *«de nombreux jeunes remettent en cause l'ordre établi»* .Il faut les canaliser, dévoyer leur combat comme celui de la classe ouvrière. Pour cela un parti comme le PCF est nécessaire. Cette exigence limite les possibilités d'aller jusqu'au bout dans la remise en cause de la "forme Parti" . Si certains proposent *«une maison commune de tous les communistes»* ; si d'autres, tel Philippe Herzog, vont encore plus loin : *«je ne m'inscris pas dans un projet communiste (...) je souhaite travailler à la rencontre des communistes et de la société. Je préfère travailler dans un réseau que dans une maison»* , la direction du PCF, à l'étape actuelle, ne peut les suivre sur ce terrain (elle entreprend néanmoins de réduire le rôle des cellules) ; le PCF doit pouvoir continuer à jouer son rôle contre-révolutionnaire. Il s'agit d'être *«un parti utile au peuple»*, c'est à dire à la bourgeoisie. Autant que possible, l'unité de ce parti doit donc être préservée et le dispositif actuel joue un rôle : la "vieille garde" permet de conserver dans le giron du PCF les adhérents qui rejettent l'évolution en cours tandis que Philippe Herzog et ses comparses ne cessent d'aiguillonner la direction. De fait, l'évolution est rapide.

Le 29ème congrès va donc procéder à d'importantes modification de ses textes de référence. Ce ne sont pas les premières, et le 28ème congrès - qui se tenait après la chute du mur de Berlin - avait déjà procédé à de notables révisions. Il y en aura d'autres, et un Philippe Herzog joue le rôle important de mouche du coche.

DÉSARMER LA CLASSE OUVRIÈRE

Il faut mesurer l'ampleur du chemin parcouru ; En 1970 par exemple (19ème congrès du PCF) , le PCF était tout autant contre révolutionnaire, et son discours officiel était déjà très adapté à l'ordre bourgeois. C'est, par exemple, la ligne *«la démocratie avancée»* , mais d'une *«démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme»* : deux notions contradictoires, mais dont le deuxième terme traduisait la nécessité de continuer à se référer au socialisme ; car, pour la classe ouvrière, Octobre 17 avait encore une signification forte. Aussi les textes de ce 19ème congrès sont-ils émaillés de formules telles que : *«le socialisme est une nécessité historique»* ou bien, *«la Révolution d'Octobre (...) (a) prouvé qu'il était possible pour la classe ouvrière d'abolir le capitalisme»* (tout en associant aussitôt chacune de ces formulations à sa propre négation).

Aujourd'hui, ces contorsions sont inutiles. Le PC comme le PS combattent ouvertement de telles références, ne cessant de répéter que le socialisme est impossible, que le seul avenir est le capitalisme. Cela pèse nécessairement sur la classe ouvrière et la jeunesse. Dans cette offensive pour le désarmement théorique de la classe ouvrière, un tel texte de congrès joue son rôle : d'une part il concentre et officialise une élaboration idéologique développée d'abord en marge du PCF (ainsi des travaux de Boccara, eux-mêmes articulés avec les travaux de divers idéologues de la bourgeoisie) ; d'autre part un tel texte est ensuite "popularisé" , sous une forme simplifiée, par tout l'appareil de propagande du PCF, relayé par celui de la CGT.

Enfin, il débouche sur des applications concrètes immédiates, telles que la proposition de loi évoquée ou l'activité quotidienne de tout l'appareil de la CGT chargé d'appliquer cette orientation.

Ainsi le combat idéologique du PCF contre les acquis théoriques de la classe ouvrière s'articule-t-il immédiatement avec celui mené sur le terrain économique et sur le terrain politique.

UNE DISPARITION INÉLUCTABLE

Bien évidemment, les possibilités d'action du PCF ne sont pas infinies : violemment secoué par une crise qu'il ne peut surmonter, c'est aujourd'hui un parti dont la disparition est, à court terme, inéluctable (ce qui ne signifie pas qu'il va disparaître du jour au lendemain). La bureaucratie du Kremlin s'étant disloquée, l'appareil stalinien international étant en ruines, le PC n'est plus à proprement parler un parti stalinien, c'est un parti ex-stalinien, tout autant contre- révolutionnaire, et voué à disparaître du fait même de cet éclatement, de cette ruine d'un appareil dont il était une pièce constitutive.

Il est à la dérive, mais tant qu'il existe, il a la possibilité de jouer un rôle contre-révolutionnaire important, même si son emprise sur la classe ouvrière s'est déjà largement amoindrie. Ses position politiques doivent être donc plus que jamais combattues.

(Le texte ci-dessus fait suite à l'article publié dans le précédent C.P.S sous le titre: Défendre le matérialisme dialectique)

SOMMAIRE - C.P.S N°65 - 30 NOVEMBRE 1996

L'ENNEMI À COMBATTRE : VAINCRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ 1

Le gouvernement Chirac-Juppé applique sa politique 1

Il était possible de chasser le gouvernement Chirac-Juppé 3

L'impérialisme français aux abois 5

Défendre le capitalisme en crise ou le combattre ? 6

ENSEIGNEMENT : UNE MOBILISATION SABOTÉE, UNE PARTICIPATION RENFORCÉE 9

CHIRAC-ÉGLISE CATHOLIQUE, MÊME COMBAT 13

PARTI SOCIALISTE : APRÈS UN AN DE RÉGIME JOSPIN 16

ON NOUS COMMUNIQUE 21

PALESTINE : LE TALON DE FER 22

MAI - DÉCEMBRE 1996 : LE PCF PRÉPARE SON 29ÈME CONGRÈS 28

BULLETIN D'ABONNEMENT À "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMÉROS : 100 FRANCS

NOM : ---------- **Prénom :** ----------

ADRESSE : ----------

CODE POSTAL : ---------- **LOCALITÉ :** ----------

(Écrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : **A.D.M.D.**

Envoyer à : **Stéphane Just - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**